



# Ingrid Betancourt: les questions surgissent

Page A 7



www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 149

LES SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 JUILLET 2008

2,22\$ + TAXES = 2,50\$



SOURCE TRAVAUX PUBLICS  
ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

La tour sud-est de l'édifice de l'Ouest est enveloppée d'un cocon de plastique blanc depuis un an et demi déjà.

PATRIMOINE PARLEMENTAIRE

## Cure de jeunesse sur la colline

Il n'y a pas que le 24, promenade Sussex qui tombe en ruine. Les édifices qui trônent sur la colline parlementaire, à Ottawa, ne se portent guère mieux. Mais, plus chanceux que la résidence officielle du premier ministre canadien, ils sont en voie de subir une gigantesque cure de rajeunissement. Un plan de plus d'un milliard de dollars étalé sur 25 ans les attend.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Nous sommes en mai, le printemps se pointe enfin, le mercure flirte avec les 20 degrés. Le Tout-Ottawa enfle ses vêtements d'été et ses sandales. Pourtant, en entrant dans l'édifice du Centre sur la colline parlementaire, une bouffée d'air chauffé à bloc vous étrangle. Eh oui! Le chauffage fonctionne encore à plein régime dans le hall d'entrée tandis qu'un peu plus loin, la climatisation a commencé à ronronner.

Bienvenue dans les édifices parlementaires d'Ottawa: de magnifiques bâtiments néogothiques datant des débuts de la Confédération qui, avec leurs arches, leurs marbres, leurs sculptures et leurs vitraux,

VOIR PAGE A 5: PARLEMENT

À lire aussi en page A 5

■ La bibliothèque du parlement: un trésor d'architecture et de documentation

## Le Québec a fait mentir lord Durham

### Le premier ministre français fait l'éloge d'une société à « l'avant-garde » et défend sa référence au général de Gaulle

CHRISTIAN RIOUX  
ROBERT DUTRISAC

Au terme d'une visite de deux jours soulignant le 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec, le premier ministre français, François Fillon, a décrit hier le Québec comme une société à l'avant-garde qui aura finalement fait mentir le célèbre lord Durham, qui la décrivait comme vieillie et retardataire. Dans un autre registre, il a défendu sa référence au général de Gaulle dans son discours de la veille, ce dernier ayant sorti les relations France-Québec d'une longue léthargie.

Devant un parterre de plus de 300 responsables politiques et hommes d'affaires réunis au Palais des congrès de Montréal, le premier ministre français a clos son voyage au Québec en se livrant à un éloge senti de la modernité et de l'ouverture de la société québécoise. « Il est loin le temps où, dans son célèbre rapport de 1839, lord Durham présentait les Canadiens français comme

« une société vieillie et retardataire dans un monde neuf et progressif », a déclaré le premier ministre. Aujourd'hui, le monde est plus neuf et plus « progressif » que jamais, mais les Québécois en sont à l'avant-garde! »

Selon le premier ministre, qui dirigeait la plus importante délégation de responsables politiques français jamais venue au Québec (dont deux anciens premiers ministres et cinq présidents de région), le Québec est aujourd'hui un exemple pour la France, qui s'est récemment engagée dans une série de réformes. Avec les mêmes accents gaullois que la veille devant la statue de Champlain à Québec, François Fillon a souligné que le Québec avait su adapter son héritage français « aux réalités si différentes du Nouveau Monde ». Il voit même dans cette réussite le triomphe d'« une forme d'universalité qui est en fait le projet même de la France, sa vocation de toujours. »

Rencontrant la presse à Québec au terme d'une séance de travail avec Jean Charest, le premier mi-

nistre français a dû s'expliquer sur ses références de la veille au général de Gaulle et au « pays » du Québec. Issu d'un courant politique dit du « gaullisme social », François Fillon dit ne pas avoir porté de jugement sur le « Vive le Québec libre! » du général en évoquant la « grande voix historique » qui, il y a 40 ans, avait tiré le Québec de son « hivernement » (sic). Il ne faisait, dit-il, que reconnaître un événement historique qui a eu pour effet en France « de braquer les projecteurs » sur la relation France-Québec. « Je ne suis pas venu ici pour créer un nouvel incident diplomatique », a-t-il conclu. À Montréal, François Fillon a repris la formule qui semble devoir définir dorénavant

VOIR PAGE A 8: FILLON

À lire aussi en page B 4

■ L'éditorial de Bernard Descôteaux

## BCE confirme sa vente à Teachers

George Cope remplacera Michael Sabia à la présidence du groupe

FRANÇOIS DESJARDINS

Les ententes de financement qui permettront à Teachers d'acquiescer BCE sont en place, a annoncé hier la société mère de Bell Canada, profitant de l'occasion pour confirmer la nomination de George Cope en remplacement de Michael Sabia à la présidence de la compagnie.

L'annonce met fin à des mois de conjectures pendant lesquels l'hypothèse principale voulait que les acheteurs de BCE — un groupe composé aussi des investisseurs américains Providence et Madison Dearborn — n'arrivaient pas à convaincre les banques de leur prêter 34 milliards alors que l'univers du crédit est en crise depuis un an.

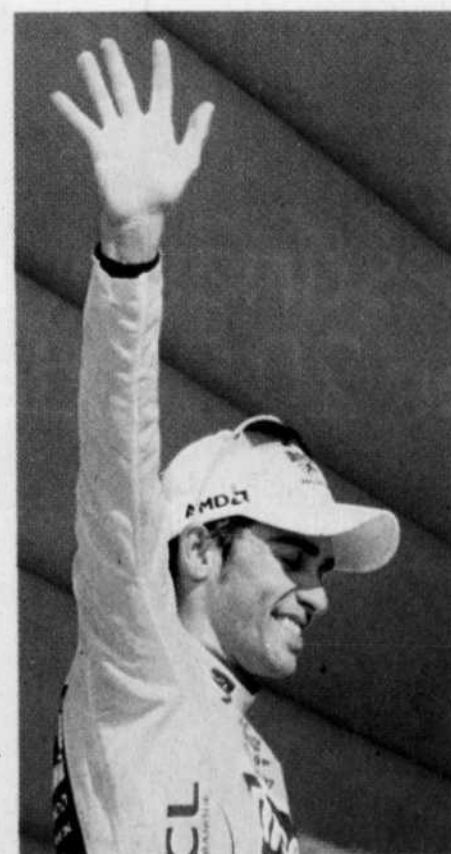
Le prix offert par les acheteurs, soit 42,75 \$ par action, reste le même, a indiqué BCE, dont la vente est la plus grosse transaction de l'histoire canadienne. L'entreprise, qui s'attend désormais à pouvoir boucler

VOIR PAGE A 8: BCE

TOUR DE FRANCE

## Encore un nouveau départ

Chaque année c'est la même chose: le Tour de France s'amorce avec son lot de promesses de pédaler propre. Mais toujours, les gendarmes débarquent et volent la vedette aux rouleurs de gros braquets et aux grimpeurs de cols. La 95<sup>e</sup> édition débute aujourd'hui, sans le maillot jaune 2007: portrait de situation.



JOE KLAMAR AGENCE FRANCE-PRESSE

Le champion en titre, Alberto Contador, ne peut pas prendre le départ du Tour de France cette année: sa nouvelle équipe, Astana, a été interdite à cause de son lourd passé en matière de dopage.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ce fut l'an dernier un Tour de France ardu pour les rois de la petite reine. Un Tour « qui a fait mal au cyclisme », avoue Louis Bertrand, vieux routier du vélo et analyste de l'épreuve à Canal Évasion. On s'en souvient: Michael Rasmussen, le « poulet » devenu fort comme un bœuf, ou Alexander Vinokourov, le Kazakh au sang louche comme tout. Les deux évincés dans la honte.

Plusieurs avaient appelé à l'arrêt du Tour. Le journal Libération encourageait en dérision la célèbre « lanterne rouge », surnom donné au dernier coureur du peloton. Il avait près de trois heures 45 minutes de retard sur le meneur. « Tiens bon, écrivait Lib: moins vite! »

Moins vite parce que même le président de la société organisatrice du Tour (ASO) reconnaissait que, dans ce peloton, « il y a malheureusement présomption de culpabilité » envers tous les coureurs performants.

Il faut dire que l'exemple vient d'en haut. Depuis 12 ans, le Tour n'a pas connu un seul grand vainqueur qui n'ait eu dans le sillage de ses rayons des soupçons de dopage. Bjarne Riis (1996), Jan Ullrich (1997) et Marco Pantani (1998) roulaient avec des suppléments vitaminés dans leurs gourdes. Ils ont tous été pincés un jour ou l'autre.

Gagnant entre 1999 et 2005, Lance Armstrong avait le profil du cycliste parfait. Grand grimpeur, excellent rouleur, brillant tacticien, il donnait l'impression de pouvoir supporter toutes les souffrances, en danseuse dans les montagnes. Mais voilà: il roula à l'EPO lui

VOIR PAGE A 8: DÉPART

NUITS D'AFRIQUE

## La place des couleurs!

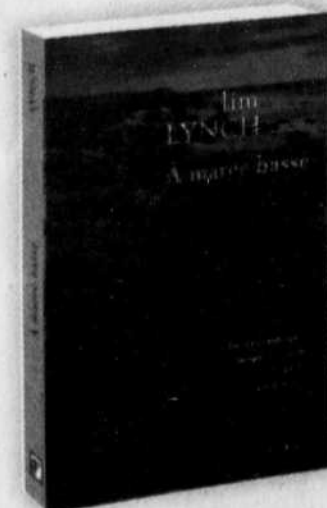
23 spectacles en salle et quatre jours d'activités extérieures du 8 au 20 juillet

■ À lire en page E 1

www.editionsfides.com

« Sûrement le plus passionnant exposé sur la vie marine depuis 20 000 lieues sous les mers de Jules Verne. »

Martine Desjardins, L'actualité



JIM LYNCH  
À marée basse  
24,95\$ • 296 pages • ROMAN

FIDES



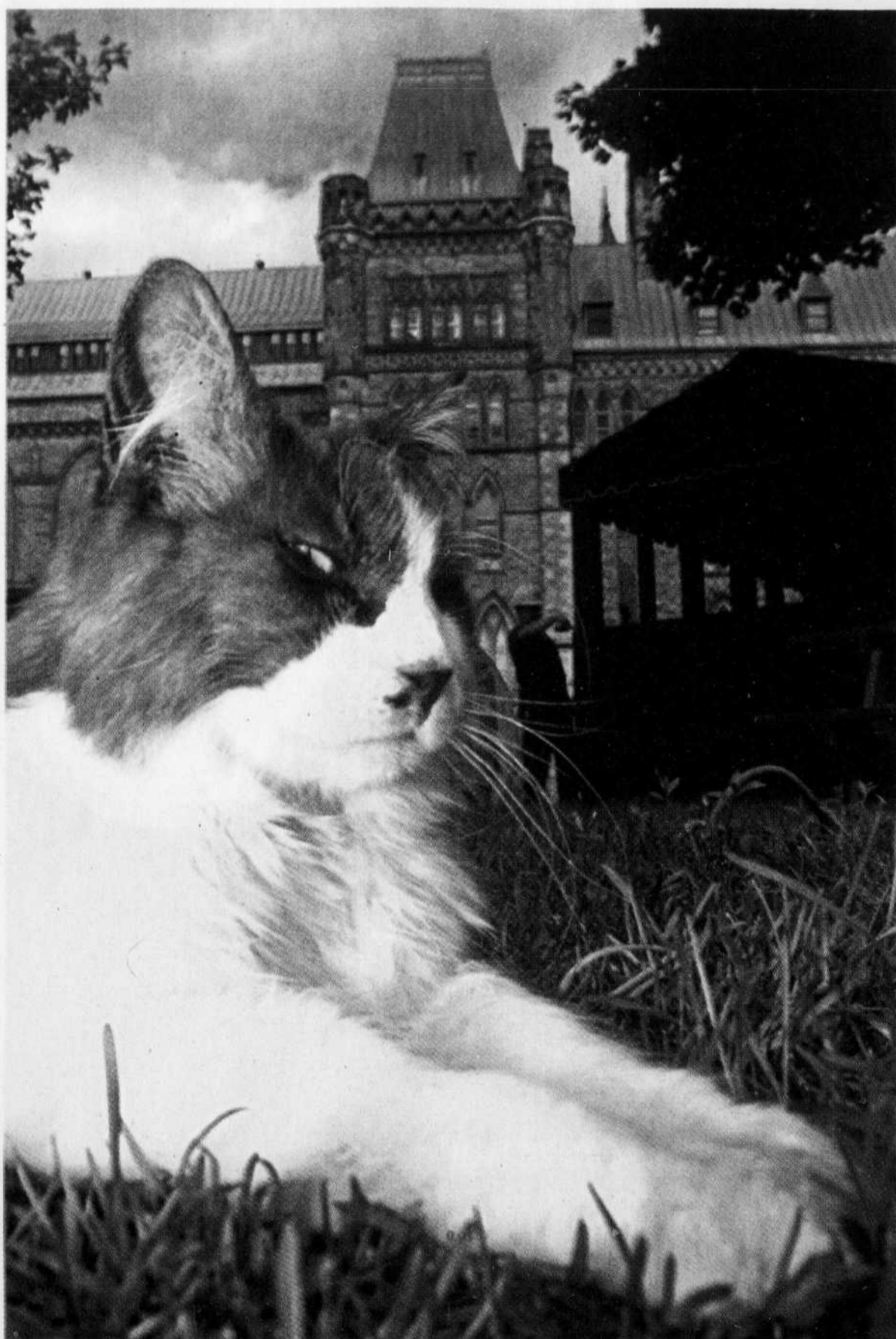
### INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 7	Monde.....	A 6
Avis publics..	C 5	Mots croisés..	B 6
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 4
Carrières.....	C 3	Perspectives..	B 1
Décès.....	C 6	Rencontres....	D 2
Économie.....	C 1	Sports.....	C 7
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	B 6

## LES ACTUALITÉS

# La vie de pacha au parlement

Chaque jour, depuis 21 ans, René Chartrand se rend dans son petit sanctuaire pour nourrir la douzaine de félins qui y ont élu domicile depuis quelques générations déjà



PHOTOS JAKE WRIGHT, COLLABORATION SPÉCIALE

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Dans un univers de protocole, d'étiquette et de rectitude, ce refuge animalier ne peut que détonner. Blotti sous les arbres, derrière la clôture de fer forgé marquant la fin de la colline parlementaire et le début officiel de la falaise qu'elle surplombe, un assemblage de cabanes vieillottes rose délavé sert de sanctuaire à des chats errants. Et de refuge à leur bienfaiteur de 86 ans, René Chartrand.

Les chats du parlement d'Ottawa ont fait le tour du monde. Au moins trois séries télévisées parlant des bêtes ont présenté le phénomène (*Working Animals*, *Animal Magnetism* et *Life's Animal Miracles*), et certaines ont été diffusées aussi loin qu'au Japon, en Suède et en Nouvelle-Zélande. Alors tout naturellement, quand les touristes visitent la colline du parlement, ils ne manquent pas d'aller caresser les populaires félins errants.

Le sanctuaire des chats abrite une douzaine de minets. À eux s'ajoutent de gourmandes marmottes, des écureuils, des rats-laveurs et des oiseaux sauvages attirés par l'odeur de la nourriture. Chaque jour depuis maintenant 21 ans, René Chartrand se rend sur la colline nourrir les bêtes. Beau temps, mauvais temps, le vieil homme enjambe la clôture de fer forgé (étant considérée comme patrimoniale, pas question d'y tailler une porte) et sert à «ses» animaux de la moulée et de la pâtée. Leur généreux tour de taille témoigne de son assiduité...

Personne n'arrive à dire avec certitude d'où viennent ces chats. Certaines versions font remonter leur origine au colonel John By, qui les aurait amenés avec lui en 1826 lors de la construction du canal portant son nom. Tous s'entendent par contre pour dire que, comme dans plusieurs autres édifices publics au début du siècle dernier, le parlement dispo-

sait de sa cohorte de chats errants pour chasser la vermine. Elle a cessé d'être mise à contribution en 1955, quand les autorités lui ont préféré les pesticides chimiques. Les animaux ont été nourris ici et là par quelques âmes charitables, mais c'est dans les années 1970 qu'Irène Desormeaux a commencé à s'en occuper de manière plus systématique là où s'érige aujourd'hui le sanctuaire.

«C'était une vraie "cat lady", un peu excentrique et pas très agréable avec les gens. Elle travaillait toujours seule», raconte Brian Caines. Aujourd'hui à la retraite, M. Caines a fondé un réseau de soutien informel pour donner un coup de main au vieillissant René Chartrand.

Car il ne suffit pas de nourrir les animaux. Pour éviter qu'ils ne se reproduisent, chaque chat est désormais stérilisé. L'hôpital vétérinaire Alta Vista le fait à titre gracieux, tout comme il vaccine gratuitement les animaux à l'automne. Brian Caines assure les liens avec l'hôpital, la compagnie d'aliments Purina et les autres. La nourriture coûte environ 6000 \$ par an, que les dons des touristes permettent de payer en entier.

Selon M. Caines, Irène Desormeaux et René Chartrand habitaient dans le même édifice. Lorsqu'Irène est tombée malade, il a accepté de s'occuper des chats en attendant sa rémission. Ce jour n'est jamais venu. Mme Desormeaux est morte en 1987 et M. Chartrand poursuit sa mission depuis.

Le sympathique bonhomme un peu dur d'oreille n'est plus très bavard. Pourquoi faites-vous encore cela, M. Chartrand? «Vous, est-ce que vous mangez? Eux aussi!», lance-t-il sur le ton de l'évidence. Sa mémoire s'est figée dans le

temps. Demandez-lui combien de chats il accueille dans son sanctuaire et toujours il répondra 28. Même si dans les faits, ils sont moitié moins nombreux. «Ils étaient une trentaine dans les années 1970, mais ils ne sont plus qu'une douzaine maintenant, admet Brian Caines. Mais René continue à dire 28! Il y a eu une grosse période où ils se reproduisaient, mais ce n'est plus le cas, alors la colonie diminue. Il y a encore des additions parce que les gens y abandonnent leurs chats, mais un jour, il n'y en aura plus.»

Le sanctuaire souffre en effet de sa popularité. Certains propriétaires le considèrent à tort comme une solution pratique pour se débarrasser d'un animal devenu encombrant. «C'est une colonie restreinte qui n'est pas nécessairement ouverte aux autres», explique M. Caines. Souvent, les animaux abandonnés ne trouvent pas le sanctuaire. Ils se perdent et meurent de faim. La vie des chats sur la colline est agréable l'été, avec tous les touristes, mais l'hiver, c'est très difficile. Les vents qui montent de la rivière sont quelque chose.»

Le Devoir

■ René Chartrand saura toujours vous faire rire un peu. Si on lui demande son âge, il nous met au défi de deviner. Il ôte sa casquette rouge et vous lance dans un large sourire «J'ai pas mis mes "curls"!», en feignant de se replacer les mèches. Il se rend tous les jours au sanctuaire aux environs de 14h. Tout juste à l'arrière de l'édifice du centre du parlement, à Ottawa.

Westmount-Ville-Marie

## Une animatrice de radio candidate du NPD

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le NPD annoncera lundi qu'il a recruté Anne Lagacé Dowson, une animatrice de radio bien connue de la communauté anglophone de Montréal, pour porter ses couleurs lors de l'élection partielle qui aura lieu en septembre dans Westmount-Ville-Marie, a appris *Le Devoir*.

Anne Lagacé Dowson est à l'emploi de la CBC à Montréal, le pendant anglophone de la radio de Radio-Canada. Elle anime chaque jour l'émission *Radio Noon*, de midi à 14h, diffusée partout au Québec. Elle est en congé sans solde depuis quelques jours en vue de son saut en politique.

Le public francophone a fait sa connaissance cet hiver, alors qu'elle a participé au «Combat des livres» à l'émission *Christiane Charette* de la radio de Radio-Canada. Elle a défendu le livre *Le Monde de Barney* de Mordecai Richler. Née à Toronto, Anne Lagacé Dowson a étudié à l'université Carleton, à Ottawa, où elle a obtenu une maîtrise en études canadiennes. Dans les dernières années, Mme Dowson a animé diverses émissions de radio, en plus d'avoir été journaliste aux nouvelles et aux arts.

Le chef du NPD, Jack Layton, ainsi que le chef adjoint, Thomas Mulcair, seront au parc Westmount, rue Sherbrooke, lundi matin pour l'annonce officielle. Une source au sein du NPD a confirmé la nouvelle au *Devoir*.

Le premier ministre Stephen Harper doit annoncer d'ici le 25 juillet la date du scrutin de deux élections partielles au Québec, à Saint-Lambert et à Westmount-Ville-Marie. Cette dernière circonscription est libre depuis le départ à la retraite de Lucienne Robillard. La députée libérale régnait en maître dans ce coin chic et en partie anglophone de Montréal. En 2006, elle avait remporté 46 % des voix, écrasant les conservateurs (18 %). Le NPD avait alors terminé troisième, avec 15 % des voix, tandis que le Bloc québécois avait récolté 13 %.

Pour la prochaine élection, qui devrait avoir lieu à la mi-septembre, le candidat du Parti libéral sera l'ancien astronaute Marc Garneau, qui se cherchait un comté sûr depuis des mois pour atterrir aux Communes. Ses rivaux déclarés sont Guy Dufort pour le Parti conservateur, Charles Larivée pour le Bloc et Claude Genest pour le Parti vert.

Le Devoir



# Saviez-vous que vos destinations préférées peuvent vous coûter 20 % de moins?

MONTRÉAL-PERCÉ • QUÉBEC-SAGUENAY • DRUMMONDVILLE-THETFORD MINES  
LA SARRE-DISRAËLI • SHERBROOKE-TROIS-RIVIÈRES • GATINEAU-BAIE-COMEAU

Tous les trucs pour économiser le carburant à [www.903.com](http://www.903.com)

Québec

## ACTUALITÉS

Nouvelle salle de concert

## Trois administrateurs de l'OSM doivent se retirer des discussions

KATHLEEN LÉVESQUE

Trois des membres du conseil d'administration de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), dont le président et ancien premier ministre Lucien Bouchard, travaillent pour des cabinets d'avocats liés aux consortiums sur la ligne de départ pour le lucratif contrat de la nouvelle salle de concert.

La direction de l'OSM a confirmé au *Devoir* que M<sup>r</sup> Bouchard, du cabinet Davies Ward Phillips & Vineberg, ainsi que M<sup>r</sup> Norman Steinberg et Thierry Dorval, de la firme Ogilvy Renault, ont tous trois dénoncé leur intérêt dans le dossier: leur cabinet respectif agit à titre de conseiller juridique auprès des consortiums qui souhaitent obtenir le contrat de 30 ans en partenariat public-privé (PPP) pour la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation de la future salle de concert de l'OSM.

Les trois avocats siègent également au comité exécutif, qui compte douze autres membres. Selon les règles de gouvernance adoptées par l'OSM, aucun d'eux ne peut donc discuter du dossier et participer aux délibérations à cet égard. «De toute façon, le dossier relève essentiellement du gouvernement. Nous avons fourni le programme fonctionnel et technique. C'est tout. Le conseil d'administration n'avait aucune décision à prendre dans ce dossier», a indiqué la directrice générale de l'OSM, Madeleine Carreau.

Davies Ward Phillips & Vineberg travaille auprès du consortium Accès symphonique Montréal, composé notamment du constructeur Pomerleau et des architectes Lemay associés/Saucier et Perrotte. Lucien Bouchard a dénoncé son intérêt en août 2006.

Quant au cabinet Ogilvy Renault, il est lié au Groupe immobilier ovation, composé entre autres de la firme d'ingénierie SNC-Lavalin, du promoteur immobilier Busac et des architectes de chez Aedifica. Le troisième consortium, Axor-Dalkia (notamment les ingénieurs et constructeurs Axor, les architectes Provencher, Roy et associés), a fait appel aux avocats de McCarthy Tétrault. Ce cabinet n'est aucunement lié au conseil d'administration de l'OSM.

Les questions du *Devoir* ont rapidement fait réagir la firme Ogilvy Renault qui, informée qu'un article était en préparation, a fait par-

venir une lettre pour présenter des «faits très pertinents». «Il serait dommage qu'il [sic] soient omis de toute analyse s'y rapportant», écrit-on. Ogilvy Renault ajoute que, «par pure mesure de prudence, les associés de notre cabinet [...] ont divulgué, à la première occasion, l'implication potentielle de leur firme».

## Explosion des coûts

Annoncé en grande pompe en juin 2006, le projet de la salle de concert de l'OSM, baptisée «l'Adresse symphonique», devait coûter 105 millions de dollars. Mais comme le révélait hier *Le Devoir*, le budget a fait un bond gigantesque et s'établit maintenant à 266 millions.

Du côté de l'Agence des partenariats public-privé, on fait valoir que les deux chiffres ne sont pas contradictoires puisque les 105 millions se réfèrent, prétend-on, seulement à la construction de l'édifice alors que les 266 millions incluraient l'entretien et l'exploitation de l'édifice sur une période de 30 ans.

Le même discours était tenu hier par la ministre de la Culture, Christine St-Pierre, qui ne voit aucun problème de transparence dans ce dossier puisque la somme était «connue». Au cabinet de la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, qui est responsable politique de l'Agence, on affirmait qu'«il n'était pas question de tromper les gens puisque la somme de 266 millions inclut tout».

À l'Agence, on fait même valoir que l'information était publique. De fait, la somme de 266 millions est enfoncée à la page 88 du document public d'appel de propositions daté du 21 décembre 2007, mais destinée aux entreprises intéressées à obtenir le contrat pour la salle de concert. «La VAN [valeur actualisée nette] de base est inférieure à 266 millions de dollars», lit-on.

Outre cette augmentation budgétaire surprise, le projet de la salle de concert a nécessité certains ajustements en cours de planification. Ainsi, l'esplanade de la Place des Arts, où doit s'élever la future salle de concert, ne peut pas supporter le poids de l'édifice. Il faudra ainsi refaire la dalle de béton pour assurer la stabilité de la salle de concert. Au gouvernement, on assure toutefois que la situation n'a aucun effet sur le projet, qui prévoit toujours 1900 sièges et une acoustique impeccable.

Le Devoir



Dans la région de Gaspé-Percé, en 2006, 80 % de la côte est affectée par l'érosion et 18 % est déjà artificialisée. Seulement 2 % est jugée stable en raison d'une végétation durable.

## Érosion

## Les côtes du Saint-Laurent perdront des dizaines de mètres

Une étude pose un pronostic troublant des effets du réchauffement climatique

Historiquement, le golfe Saint-Laurent est couvert de glaces de mer environ trois mois par année, de la mi-janvier à la mi-avril. Lorsque le tiers du golfe est couvert, l'action des glaces sur les côtes est inhibée. Mais avec le réchauffement du climat, cette protection a fondu littéralement de 30 % depuis 1960, ne protégeant plus les côtes que 55 jours en moyenne contre 80 dans le passé. Qu'en sera-t-il dans 40 ans, se sont demandé les chercheurs d'Ouranos?

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le réchauffement du climat a déjà commencé à altérer sensiblement les côtes et les rives de l'estuaire du Saint-Laurent et le phénomène va s'accroître, car on prévoit une réduction de la durée de la saison de glaces sur le golfe de six semaines ou de 65 % de la période historique de glaces d'ici 2050.

C'est ce que révèle une étude du Centre Ouranos sur les changements climatiques, réalisée avec différents partenaires comme l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), l'Institut des sciences de la mer de Rimouski (ISMER), le ministère de la sécurité publique du Québec et Environnement Canada. L'étude en question, réalisée entre septembre 2005 et décembre dernier, visait à déterminer les principaux impacts du réchauffement sur la dynamique côtière du golfe, à avancer des solutions et à explorer les vulnérabilités socioéconomiques.

Même si elle englobait la totalité du golfe, l'étude a scruté plus en détail trois secteurs, qui ne représentent globalement qu'une fraction des côtes mais qui affichent

des caractères différents. Il s'agit des régions de Sept-Îles, des Îles-de-la-Madeleine et de Gaspé-Percé. Pour ces trois segments des côtes, les dommages aux habitations et aux infrastructures publiques résultant d'une érosion accélérée des côtes et des falaises d'ici 2050 atteignent 70 millions.

Les impacts des changements climatiques sur le golfe Saint-Laurent surprennent à plusieurs égards. D'abord parce que la température moyenne au XXI<sup>e</sup> siècle y a augmenté de 0,9 °C comparativement à 0,74 pour l'ensemble de la planète, soit 21 % de plus. C'est ce qui explique que la protection des côtes par les glaces hivernales ait été réduite de 30 % depuis 1960 et que les journées où les côtes sont protégées par les glaces soient passées de 80 à 55 en 45 ans.

Le phénomène est d'autant plus important, note le rapport d'Ouranos, que 30 à 40 % des tempêtes se produisent en hiver et que, selon les régions, les vagues vont souvent atteindre de 4 à 10 mètres de hauteur. De plus, lorsque le mur de glaces en rives se brise, elles emportent souvent avec elles des quantités importantes de matériaux. Par ailleurs, les fortes tempêtes vont utiliser ces glaces com-

me butoir pour mieux éroder rives et falaises. Les modèles mathématiques prévoient certes une certaine diminution de la fréquence de ces tempêtes d'ici 2050, mais «ces diminutions ne compensent pas l'érosion accrue liée à la disparition des glaces», précise le rapport.

Les problèmes d'érosion seront en principe plus aigus dans le sud du golfe, car le continent s'y enfonce plus rapidement (-15 cm) en raison du rebond isostatique postglaciaire, que dans la partie nord, ce qui, ajouté au relèvement de la mer (+17 cm) causé par le réchauffement climatique, fait en sorte que la côte a connu une hausse de «niveau relatif» de la mer de 32 cm en 100 ans.

## Sept-Îles

Dans la région de Sept-Îles, en 2006, quelque 60 % du littoral montrait des signes d'érosion et 24 % était déjà protégé par des structures. Les chercheurs anticipent une accélération de l'érosion côtière dans cette région qui entraînerait en 2050 un recul moyen des rives basses sablonneuses de 54 mètres et de 134 m par endroits. Les falaises perdraient en moyenne 40 mètres. L'étude recommande d'éviter les empièvements linéaires lourds et privilégier une révision sévère des normes de construction en rives pour réduire le nombre de démantèlements de bâtiments, certains étant déjà inévitables. L'accès de plusieurs plages aux quads devrait être interdit, ce qui est déjà le cas en certains endroits mais peu appliqué.

Aux Îles-de-la-Madeleine, plusieurs tombolos sablonneux, ces dunes émergentes qui servent

d'assises à des routes, sont menacés ainsi que des secteurs en falaises, y compris à Cap-aux-Meules et à Havre-Aubert. Le côté ouest de l'archipel est exposé à deux ou trois fois plus de fortes vagues de tempêtes (plus de 4 mètres) que le côté est. On prévoit une hausse du taux d'érosion côtière, là aussi, et le recul du trait de la côte pour 2050 devrait atteindre 80 mètres pour les côtes basses et sablonneuses, et 38 mètres pour les falaises. Les conditions extrêmes connues jusqu'à présent vont devenir la norme, accentuées par l'augmentation du niveau de la mer. Il vaudrait mieux, notamment, recharger les plages avec le sable dragué par exemple par la Mine Séléine que de les empièrer, précise le rapport.

Dans la région de Gaspé-Percé, en 2006, 80 % de la côte est affectée par l'érosion et 18 % est déjà artificialisée. Mais la côte étant formée essentiellement de falaises, l'érosion y avance plus lentement et les reculs sont moins importants qu'ailleurs. C'est ainsi qu'on prévoit pour la région de Percé en 2050 un recul des plages sablonneuses de 27 mètres et de seulement 16 mètres pour les falaises rocheuses. Dans certains secteurs, les plages pourraient tout simplement disparaître. Dans le secteur de Cap d'Espoir, le phare et certains gîtes de la zone à risque ainsi que des routes sont carrément menacés à terme, et les chercheurs n'hésitent pas à proposer au ministère des Transports de démanteler la route 132 dans le 2<sup>e</sup> rang à l'intérieur des terres.

Le Devoir

## Élection partielle dans Jean-Talon

## Le PQ envoie Françoise Mercure contre le ministre Bolduc

ISABELLE PORTER

Québec — Le scénario de l'élection partielle dans le comté de Jean-Talon commence à prendre forme à Québec puisque hier, le Parti québécois a annoncé qu'il avait trouvé sa candidate pour affronter le nouveau ministre de la Santé, Yves Bolduc.

Présentant fièrement sa nouvelle recrue, la chef de parti Pauline Marois a dit souhaiter que l'élection soit déclenchée «le plus tôt possible». Quant à Mme Mercure, elle a déclaré que «ça prenait un député du PQ de plus dans la région de Québec».

Cette ancienne dirigeante de la Chambre de commerce locale a fait beaucoup parler d'elle plus tôt cette année en raison du rapport qu'elle a signé sur le mode de gouvernance à la Ville de Québec. Produit à la demande du maire Régis Labeaume, le «rapport Mercure» recommandait la réduction du nombre de conseillers municipaux à la Ville. Quelques mois plus tard, l'Assemblée nationale avalisait un projet de loi en ce sens.

Or, Jean-Talon est un bastion libéral où le PQ a sacrifié de belles candidatures dans le passé, dont celle de Louise Beaudoin et de Diane Lavallée. Et ces dernières n'avaient pas eu à affronter le ministre de la Santé.

Mais Mme Marois croit à ses chances. «Nous avons une candidature exceptionnelle», a-t-elle répété, ajoutant que son parti avait aussi l'avantage d'avoir un «passé intéressant» dans la région de Québec en raison des projets qu'il a lancés pour le 40<sup>e</sup> avant la prise de pouvoir par Jean Charest. «Plusieurs des investis-

sements que M. Charest a inaugurés dernièrement étaient, pour un certain nombre, des décisions prises par notre gouvernement».

La chef péquiste entend également bénéficier de «l'échec du gouvernement Charest en matière de santé». «Si M. Couillard, avec tous les talents qu'on lui connaît, n'a pas réussi, j'ai quelques doutes sur la capacité du nouveau ministre à réussir».

## Séduire des libéraux

Françoise Mercure croit en outre que le sérieux de sa candidature pourrait séduire certains libéraux. «Dans les élections, parfois, c'est la personne qui compte plus que l'allégeance». De plus, contrairement à Yves Bolduc, qui a été parachuté du Saguenay, Mme Mercure a l'avantage de déjà résider dans le comté.

Même si elle n'en faisait aucune mention dans son communiqué, Mme Mercure a assuré être une «souverainiste convaincue». Pour le reste, elle a manifesté de l'intérêt pour les questions de développement économique et «les affaires sociales», citant en exemple son implication dans l'administration d'organismes de bienfaisance. Impossible toutefois d'en savoir plus sur ses projets, la candidate préfère d'abord consulter les militants du comté.

Le PQ travaillait depuis des mois sur cette candidature à laquelle on songeait depuis 2003. Mme Mercure a dit avoir refusé une première offre à l'époque parce que ses enfants étaient trop jeunes.

Le Devoir

## Le libéral Garth Turner insulte les souverainistes

KARINE FORTIN

Ottawa — Un député libéral fédéral de l'Ontario connu pour son franc-parler qualifie les souverainistes québécois de «perdants» et leur reproche d'être «prétentieux, hostiles, égocentriques, machos, égoïstes et balkanisants» dans son blogue intitulé «Garth Turner Unedited».

Cet ancien conservateur qui représente la circonscription de Halton près de Toronto a tenu ces propos dans un article mis en ligne jeudi et qui porte principalement sur les efforts faits par Stéphane Dion pour défendre son plan vert

contre les attaques du gouvernement Harper.

Garth Turner salue le courage de son chef qui a «tenu tête» aux «séparatistes» du Québec. Il affirme qu'il pourra sans doute faire pareil avec les Albertains, qui ont généralement mal accueilli l'idée d'une taxe sur le carbone. Le politicien prend toutefois bien soin de préciser qu'il n'y a «aucune similitude» entre les deux groupes de citoyens.

Ces commentaires ont fait des vagues dans les cercles politiques des deux capitales, hier. Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, s'est ainsi dit «ren-

versé» par les mots employés par le politicien fédéral.

«M. Turner présente Stéphane Dion comme un homme de courage pour avoir tenu tête aux Québécois, décrits de cette façon épouvantable. Le chef libéral doit prendre des sanctions à la suite de ces propos choquants et insultants pour les Québécois», a-t-il insisté en entrevue à la Presse canadienne.

C'est aussi l'avis du chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, qui croit lui aussi que le député de Halton devrait être ramené à l'ordre immédiatement.

«On peut être en désaccord avec les souverainistes, mais ce genre de

mépris n'a pas sa place en politique. Après le scandale des commandites, on pourrait s'attendre à plus de respect du Parti libéral envers les Québécois, a-t-il insisté. Ces commentaires n'aident pas du tout à créer les conditions gagnantes pour le Canada au Québec.»

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a pour sa part choisi de ne pas jeter d'huile sur le feu. «Le texte parle de lui-même. Je n'ai aucun commentaire à faire. Je ne participerai pas à son blogue», a-t-elle déclaré en riant pendant un point de presse à Québec.

La Presse canadienne

**Sophie DOWNS** M.P.s.  
Psychologue clinicienne

Membre O.P.Q., R.C.P.O.S.S. et A.M.F.Q.

T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples  
20 ans d'expérience  
Vieux-Montréal

**Vous avez des droits nous pouvons vous aider**

**Yves Ménard**  
A v o c a t

Vieux-Montréal  
514.861.0469

## LES ACTUALITÉS

## Citizendium, un Wikipedia version améliorée?

Son créateur n'a pas encore convaincu la planète Web du bien-fondé de son projet

LISA-MARIE GERVAIS

Après le raz-de-marée Wikipédia, Citizendium, un autre projet plus rigoureux d'encyclopédie libre et gratuite sur Internet, promettait une véritable révolution dans le monde du Web 2.0. Un peu plus d'un an après avoir fondé son encyclopédie dissidente, le philosophe étatsunien Larry Sanger, devant un succès mitigé, tentera aujourd'hui de convaincre du bien-fondé de son projet toute une communauté de chercheurs réunis à l'École d'été sur la cognition sociale de l'UQAM, qui se termine demain.

Selon lui, deux aspects fondamentaux différencient Citizendium de son «petit frère» Wikipédia: l'obligation de «signer» ses articles et l'apport d'experts très sur le volet qui vérifieront les articles le plus souvent possible afin d'y apposer un sceau de qualité. «Je ne veux pas que ça devienne un projet universitaire pour les snobs, mais je

veux éviter les non-sens et les erreurs de Wikipédia», souligne-t-il.

Lorsqu'il a quitté Wikipédia pour fonder Citizendium (une contraction des mots «citizen» et «compendium»), Larry Sanger débordait d'ambition: Non seulement voulait-il contribuer à ce que «l'humanité soit meilleure», mais il prédisait une expansion exponentielle de son encyclopédie dissidente. «À un moment donné, possiblement très bientôt, Citizendium connaîtra une croissance explosive et quadruplera le nombre de ses contributeurs», avait-il déclaré en entrevue au moment de lancer son bébé, Citizendium ([www.citizendium.com](http://www.citizendium.com)). Quinze mois plus tard, il doit revoir ses prévisions à la baisse.

Car, à ce jour, Citizendium — seulement en anglais pour l'instant — compte plus de 7200 articles contre plus d'un million pour le site anglophone de Wikipédia, qui a été fondé en 2001. Un écart qui n'inquiète guère le philosophe spécialiste en épistémologie. «On a

fait plus d'articles dans notre premier mois d'existence que Wikipédia ne l'a fait dans le sien», rappelle-t-il. Il précise que, «pour le moment», son objectif n'est pas de dépasser Wikipédia. «On n'a d'ailleurs aucune chance d'y parvenir dans un futur rapproché. Dans deux ou trois ans, beaucoup plus de gens seront intéressés à notre projet. On est en phase de démarrage après tout», poursuit M. Sanger.

«Le mot ne s'est pas passé à notre sujet et c'est ma faute. Publiciser un projet sur Internet est très exigeant. Il nous faudrait beaucoup plus d'articles et d'écrivains. Mais comme c'est du travail bénévole, je ne peux pas trop leur en demander», note l'homme originaire d'Alaska.

## Wikipédia par rapport à Citizendium

Pourtant, Larry Sanger ne s'en

cache pas: il aimerait bien voir son poulain devenir aussi gros que le monstre encyclopédique qu'il a créé. «Je voudrais que [Citizendium] devienne aussi gros que Wikipédia», soutient-il, en ajoutant que la qualité, la crédibilité et la fiabilité sont ses trois mots d'ordre. Mais l'expansion comporte son lot de craintes, qu'il partage avec un bon nombre de chercheurs en science cognitive. «Ce qui me dérange,

c'est que ces sites, tant Wikipédia que Citizendium, pourraient servir pour diffamer injustement quelqu'un», avance-t-il. Pis encore serait le cas d'une encyclopédie remplie d'erreurs qui serait perçue comme une source fiable et crédible de savoir, croit-il.

Pour Pierre-Léonard Harvey, professeur au département de communication sociale et pu-

blique de l'UQAM, le fait que le site soit si fréquenté et que l'article soit une sorte de «compromis» des savoirs partagés entre plusieurs personnes semble en garantir naturellement la crédibilité. «Je suis conscient de la controverse, mais c'est une révolution dans le monde de la connaissance qui tranche tellement avec les savoirs figés dans le béton», se réjouit-il. Il ajoute que, selon lui, c'est ce qui se rapproche le plus de l'idée d'intelligence collective.

Même s'il juge «douteux» certains contenus de Wikipédia, Larry Sanger se défend bien de vouloir voir le succès de son frangin périr. «C'est une ressource fantastique qui a une portée incroyable. On n'est pas en compétition. Pour moi, ne pas souhaiter le mieux pour Wikipédia revient à douter des effets bénéfiques de tels projets», dit-il, même s'il reconnaît ne plus avoir de contact avec son ancien collègue Jimmy Wales, avec qui il a fondé Wikipédia.

La concurrence lui apparaît même inévitable. «Il va y en avoir d'autres nécessairement. Regardez le nombre de personnes qui ont accès à Internet dans le monde. Il n'y a aucune raison de croire que d'autres n'auront pas envie de se lancer», affirme le philosophe.

En attendant, à travers des initiatives visant à encourager la participation citoyenne, il continue sa croisade contre l'ignorance et pour l'éducation populaire. WatchKnow est un concours invitant les jeunes des écoles américaines à créer de petits vidéos illustrant les différents sujets au programme du ministère de l'Éducation. En allant sur le site de Citizendium, tous seront invités à voter pour les meilleurs clips. Une sorte d'*American Idol* mais qui n'a rien à voir avec la vraie émission, résume M. Sanger, qui prévoit démarrer le programme en septembre.

Le Devoir

## Griffintown: les expropriations ne se feront pas avant quelques mois

JEANNE CORRIVEAU

Montréal retarde de quelques mois le processus d'expropriation dans le secteur de Griffintown, qui fera l'objet d'un vaste redéveloppement au cours des prochaines années. La Ville prévoit maintenant expédier en septembre les avis d'expropriation aux propriétaires récalcitrants avec qui le promoteur Devimco n'aura pas conclu d'ententes.

La Ville avait initialement prévu d'engager les procédures d'expropriation à compter du 29 mai avant de reporter l'opération au mois de juin. Mais c'est plutôt en septembre que seront signifiés les avis, a appris *Le Devoir*.

Les négociations se poursuivent, fait-on valoir à la Ville, et Montréal souhaite réduire au minimum le nombre de terrains qu'elle devra exproprier au profit de Devimco. La loi accorde un an, à partir de la date d'adoption des décrets entérinés le 28 avril dernier, pour enclencher ces procédures, mais on assure qu'on ne prolongera pas les délais jusque-là.

Devimco devra aussi déposer une lettre de garantie bancaire afin de couvrir les frais de ces expropriations. Le montant avait été fixé à 65 millions de dollars pour les 25 lots concernés, mais il sera réduit en fonction des transactions conclues par le promoteur. La Ville soutient qu'elle a les preuves que le promoteur dispose des ententes requises pour son montage financier.

## Promesses d'achat

De son côté, Serge Goulet, coprésident de Devimco, affirme détenir des promesses d'achat pour environ 88 % des propriétés de Griffintown. Il fait valoir que le feu vert accordé par le conseil municipal au programme particulier d'urbanisme (PPU) en avril, ainsi que l'adoption du plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) par l'arrondissement du Sud-Ouest en mai, ont convaincu certains propriétaires sceptiques de la réalisation éventuelle du projet. «Une bonne partie des gens avec les-

quels on n'a pas encore d'entente s'aperçoivent maintenant que oui, ça va se faire», explique M. Goulet.

Reste que certains propriétaires consultés par *Le Devoir* refusent obstinément de vendre leur terrain au promoteur. Serge Goulet dit espérer que la totalité d'entre eux y consentiront avant l'automne, car il juge que les propositions qui leur sont faites sont avantageuses. «Pour la plupart, ceux qui restent sont des gars qui gagnent leur vie en faisant de l'immobilier, ou qui en ont vu d'autres. Ce sont des gens qui savent reconnaître une transaction intéressante», dit-il.

Au retour des vacances, soit à la fin d'août, Devimco amorcera le processus de transfert des titres de propriété, une opération qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de novembre. Mais pour l'instant, Serge Goulet demeure discret au sujet des partenaires financiers qui investiront dans le projet de développement.

C'est également à la fin de l'été que Devimco entend procéder à l'embauche d'architectes. «La Ville aimerait bien que, pour certaines parties du projet, on fasse un concours d'architecture. Je trouve l'idée intéressante, car il faut faire participer la collectivité pour que tout le monde puisse y trouver son compte», explique M. Goulet.

Des modifications pourraient aussi être apportées au projet, ajoute le promoteur, qui indique que la configuration de certaines rues et la superficie des places publiques pourraient être revues. En parallèle, des discussions seront entamées cet automne avec la Ville et l'arrondissement du Sud-Ouest au sujet, notamment, des critères de design des bâtiments, de l'aménagement paysager et de la conception des éclairages extérieurs.

Le début de la construction a été retardé de quelques mois et devrait avoir lieu en septembre 2009 avec les îlots 1, 2 et 3, qui composent la première et plus importante phase du projet de Griffintown.

Le Devoir



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Seulement 3 % des individus affichant une déficience visuelle sont atteints de cécité à la naissance.

## Vision 2008

## 153 millions de personnes sont privées du droit de voir

La guerre et la pauvreté contribuent à la malvoyance

JACINTHE TREMBLAY

Guerres et paix, pauvreté et richesse, hygiène et alimentation dessinent tout autant la carte mondiale de la déficience visuelle que les maladies de l'œil. Tel est le message que se prépare à livrer le Dr Serge Reskinoff, coordonnateur du programme de prévention de la cécité à l'Organisation mondiale de la santé, aux 1200 participants de la conférence Vision 2008 qui s'ouvre le 7 juillet à Montréal.

A eux seuls, le nonaccès à des examens de la vue et l'impossibilité de se payer des lunettes expliquent près d'un cas sur deux des 341 millions de cas de cécité ou de malvoyance dans le monde.

Le Dr Reskinoff est le premier responsable du programme Vision 2020, lancé en 1999 par l'OMS. Ces chiffres font référence à la norme de la vue normale, soit 20-20, ainsi qu'à l'année 2020, date à laquelle cet organisme de l'ONU compte avoir éradiqué la cécité évitable dans le monde.

Objectif audacieux, certes, mais tout sauf farfelu. C'est qu'on naît très rarement aveugle, on le devient. Seulement 3 % des individus affichant une déficience visuelle sont atteints de cécité à la naissance. Parmi les autres non-voyants ou malvoyants, 48 % sont atteints de maladies de l'œil qui peuvent être traitées et même évitées par la prévention, une meilleure hygiène de vie ou une meilleure hygiène tout court. Les autres, soit 49 %, sont privés d'une vision correcte par la pauvreté, qui se traduit par l'absence d'accès à des examens de la vue ou l'impossibilité de se payer des verres ou des lunettes de correction.

Les guerres d'envahissement ou civiles peuvent aussi causer la cécité. Le développement économique et l'accès à des soins de santé la font reculer. L'opulence, l'oisiveté et la malbouffe risquent cependant de la faire grimper en flèche, expliquera également le Dr Reskinoff.

## Causes différentes au Nord et au Sud

En 2006, les cataractes étaient la première cause de cécité dans le monde, selon l'OMS. Elle explique 39 % des cas de déficience visuelle. Pourtant, cette maladie

de l'œil peut être traitée par une chirurgie de remplacement du cristallin. Au Canada, elle tient pratiquement de la routine et ne requiert aucune hospitalisation. Or le pourcentage des personnes privées d'une vision normale à cause des cataractes est réparti très inégalement sur la planète. Dans les pays industrialisés, la cataracte est la cause de seulement 5 % des cas de cécité. Dans les pays en développement, c'est 10 fois plus!

Selon le Dr Reskinoff, le recul à court terme de la déficience visuelle passe donc notamment par l'accès accru des pays en développement à des soins optométriques et ophtalmologiques et par l'accès de ces derniers à des blocs opératoires. L'OMS a également dans sa mire deux syndromes absents en Occident: la cécité des rivières et le trachome. «Ces maladies de l'œil sont endémiques dans les pays tropicaux et équatoriaux et sont liées à des parasites et des mouches. Ici, c'est l'hygiène qui est en jeu», explique le Dr Jacques Gresset, directeur de l'École d'optométrie de l'Université de Montréal et coprésident du comité scientifique de Vision 2008.

Pourquoi perd-on la vue dans les pays développés? Dans 50 % des cas, contre 6 % dans les pays en développement, c'est à cause d'une dégénérescence maculaire liée à l'âge. Selon le Dr Gresset, de l'UdeM, en Occident, une personne sur quatre a des signes de cette maladie de l'œil après 75 ans. Le glaucome vient en second, à 18 %, talonné à 17 % par la rétinopathie diabétique. Comme l'OMS prévoit que la prévalence du diabète doublera dans la majorité des régions du monde, y compris dans les Amériques, le Dr Reskinoff voit dans la prévention de la rétinopathie diabétique un des défis les plus importants à moyen terme. «Traité à temps, cette maladie ne conduit pas forcément à la cécité», note pour sa part le Dr Gresset.

S'il sera question de technologies de pointe et de découvertes scientifiques hyperspécialisées pendant Vision 2008, la conférence du Dr Reskinoff contribuera à intégrer aux échanges les débats des grands enjeux sociaux, économiques et politiques actuels.

Le Devoir

**STACARO**  
— AMBIANCE EUROPÉENNE —

**SOLDES**

**MONTRÉAL**  
2035, RUE STANLEY

**MONTRÉAL — OUTLET**  
1604, NOTRE-DAME O.

**TORONTO**  
225, RUE KING E

**OTTAWA**  
700 SUSSEX

**VAUGHAN**  
603-255, BASS PRO MILLS DR

**VAUGHAN — OUTLET**  
603-255, BASS PRO MILLS DR

**WWW.STACARO.COM**

## EN BREF

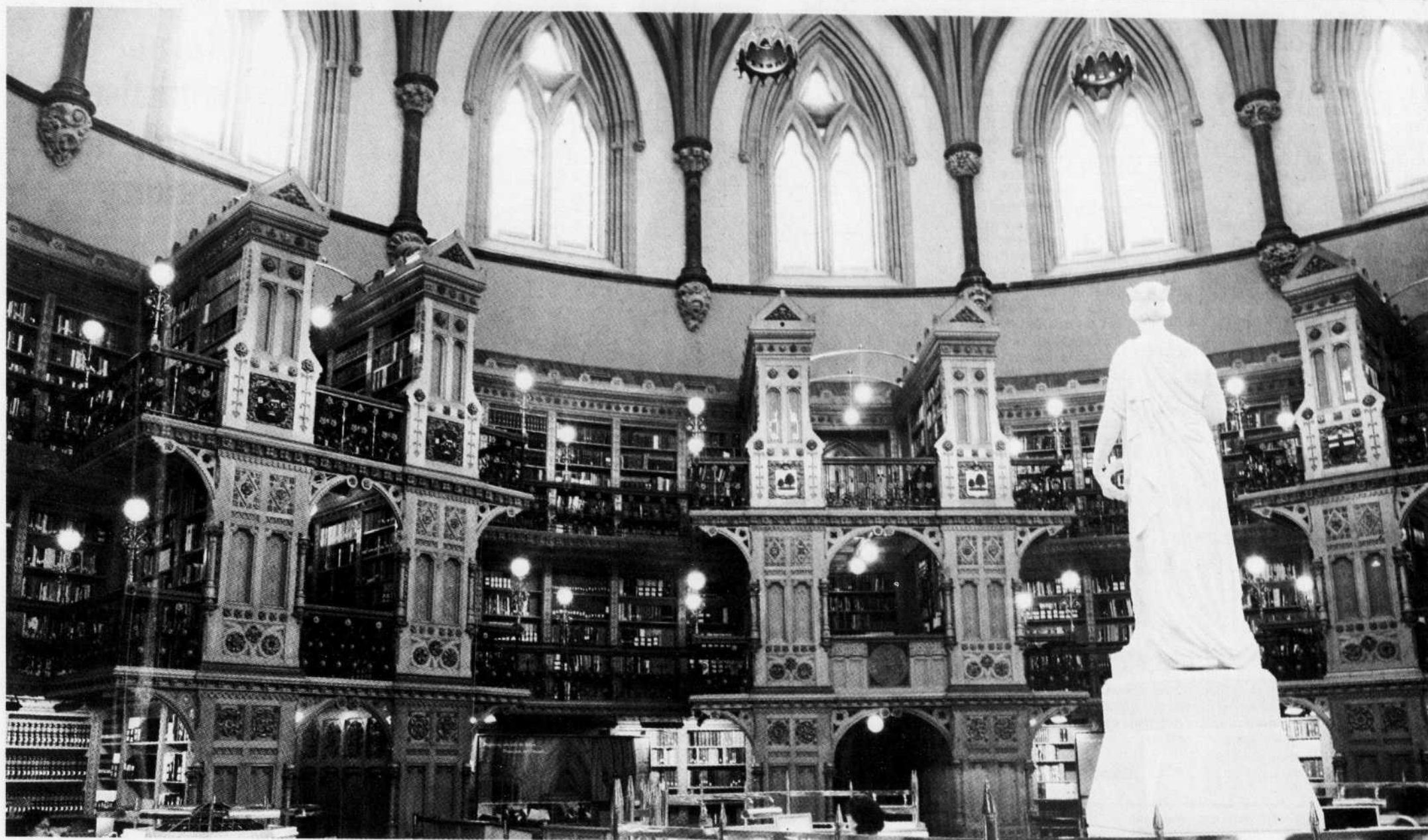
## Entente entre des Innus et Hydro-Québec

Hydro-Québec a convenu de verser 43 millions durant la période 2008-70 dans le cadre d'une «entente» avec la Première Nation de Nutashkuan en compensation pour ses projets de barrages hydro-électriques sur la rivière Romaine. Plusieurs programmes économiques, communautaires et culturels seront ainsi financés par la société d'État. Le projet de la Romaine, un investissement de 6,5 milliards, doit générer avec ses quatre centrales 1550 MW en puissance additionnelle pour le réseau, pour une énergie totale de 8 TWh annuellement. La construction «débutera après l'obtention des autorisations gouvernementales en 2008», affirme péremptoirement Hydro-Québec, qui semble connaître à l'avance le résultat de la consultation publique sur ce dossier. La première mise en service devrait survenir en 2014. — *Le Devoir*

## Grève au Regency Hyatt

Les 280 employés de l'hôtel Regency Hyatt de Montréal, représentés par le CSN, ont tenu hier leur première journée de grève. Jeudi, les membres du syndicat ont voté à 93 % en faveur de ce moyen de pression. Ils veulent ainsi forcer leur employeur à se prononcer sur leurs priorités de négociation. L'hôtel est demeuré ouvert mais, selon le syndicat, certaines activités régulières risquent d'être perturbées durant les heures de débrayage. Les employés syndiqués du Regency Hyatt ont voté leur syndicat d'un mandat équivalent à quatre jours de grève pouvant être exercés sans préavis. Des activités similaires étaient possibles hier dans d'autres hôtels de la métropole, soit le Bonaventure-Hilton, le Quality Hotel Parc, le Holiday Inn Mid-Town et le Sheraton FourPoints. Les syndicats du Sheraton Centre et du Delta centre-ville tiennent des assemblées générales, pour voter la création d'une banque de 72 heures de débrayage. — *La Presse canadienne*

## DOSSIER



COLLABORATION SPÉCIALE JAKE WRIGHT

La bibliothèque du parlement

## Un trésor d'architecture et de documentation

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — La bibliothèque du parlement débordait déjà à son premier jour de fonctionnement en 1876. Normal qu'en 132 ans, le problème d'espace se soit aggravé. C'est pour cette raison, et pour redonner tout son éclat à cette magnifique construction circulaire, que le ministère des Travaux publics a entrepris de la restaurer en 2002. Quatre ans et 136 millions de dollars plus tard, les couleurs originales typiques du style victorien polychrome sont de retour.

Comme dans le cas des édifices du parlement, la restauration de la bibliothèque posait un défi de taille: permettre à cet édifice du XIX<sup>e</sup> siècle de rester fonctionnel. «Notre bibliothèque est encore utili-

sée. Ce n'est pas un musée!», lance Mary Soper, la directrice du projet de rénovation pour le ministère des Travaux publics, à la retraite depuis peu.

La loi, explique Mme Soper, exige de maintenir la collection de la bibliothèque dans l'enceinte parlementaire. Et quelle collection! La bibliothèque de la colline est une mine de documentation à laquelle s'abreuvent députés, sénateurs, chercheurs politiques et journalistes. Les dossiers thématiques qu'elle constitue, les recherches sur des sujets d'actualité qu'elle met à la disposition des députés, le nombre de titres qu'elle tient sont si appréciés que nombre de journalistes veulent rester accrédités à la Tribune de la presse parlementaire simplement pour y conserver un accès.

Il n'y avait donc aucune autre option que de rénover l'édifice.

Construite entre 1859 et 1876, la bibliothèque est la seule section de l'édifice du Centre n'ayant pas été détruite par le terrible incendie de 1916. On raconte qu'on doit ce miracle à un employé, M. MacCormac, qui a eu le réflexe de refermer les lourdes portes de métal situées à l'entrée et constituant le seul interface entre les deux constructions.

«Nous avons mis trois ans à planifier les travaux», raconte Mme Soper. Là encore, tous les employés ont été relocalisés. Les deux étages souterrains ont été détruits, agrandis puis transformés en trois étages. Deux servent à entreposer les collections, le troisième accueille la tuyauterie mécanique de l'édifice. Au-

jourd'hui, 50 % de la collection est entreposée dans la bibliothèque, le reste étant disséminé à Ottawa et à Gatineau.

## Histoire de famille

On doit à la firme Thomas Fuller Construction ltée, d'Ottawa, la supervision du chantier. Juste retour des choses que de demander aux descendants du concepteur d'un monument de restaurer l'œuvre familiale...

En effet, Thomas Fuller avait remporté en 1860 un concours d'architecture pour construire l'édifice du Centre devant héberger le Parlement canadien. Apprécié, M. Fuller occupa le poste d'architecte en chef du Dominion du Canada de 1881 à 1896, supervisant tous les travaux sur la colline parlementaire.

Son fils Thomas W. prit la relève et fut à son tour l'architecte en chef en 1927. Le fils de celui-ci, Thomas G., fonda l'entreprise du même nom. Ce sont ses quatre fils, William, Mark, Antony et Simon, qui mènent aujourd'hui la barque.

Le chantier a fait travailler quelque 600 artisans. Tout a été reconstruit à l'original. La magnifique marqueterie ornant le plancher principal a été entièrement refaite, chaque petite pièce de noyer noir, de chêne blanc ou de cerisier ayant été remplacée par une autre identique, placée au même endroit. La ferronnerie intérieure a été débarrassée de sa vieille couche de peinture noire pour découvrir dessous ses couleurs verte, bourgogne et beige originales. L'effet est hors du commun.

«Nous avons pour objectif de détourner des sites d'enfouissement 80 % des déchets générés par le chantier», raconte Mme Soper. Réussi, affirme-t-elle. Ainsi, le cuivre du toit est très visible à Ottawa, ayant été utilisé à l'intérieur du nouveau Musée canadien de la guerre construit un peu plus loin.

La petite histoire veut que la seule entorse au devis initial ait été le matériau utilisé pour le plancher des mezzanines de la salle de lecture circulaire. On dit que les bibliothécaires n'appréciaient pas les planchers de verre permettant aux usagers en dessous de voir sous leurs jupes pour peu qu'ils se donnent la peine de lever la tête! On a opté pour le verre dépoli pour la version moderne...

Le Devoir

## PARLEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

réjouissent quotidiennement l'œil de ceux qui y travaillent, mais des édifices mal entretenus qui ont besoin d'être modernisés pour remplir leurs fonctions. Il suffit de tendre l'oreille pour entendre un employé raconter comment sa fenêtre lui est tombée dessus lorsqu'il a tenté de l'ouvrir, ou cet autre se plaindre des courants d'air qui le glacient en hiver.

La colline parlementaire compte trois bâtiments patrimoniaux: l'édifice du Centre abrite non seulement la Chambre des communes et le Sénat, mais aussi le bureau parlementaire du premier ministre (il a un édifice tout entier à son usage de l'autre côté de la rue), ceux des chefs de parti, le *hot room* mis à la disposition des journalistes, de grandes salles de réunion pour les comités et les caucus, une salle de conférence de presse et tout plein de bureaux de députés et de sénateurs. La magnifique bibliothèque parlementaire circulaire le joute. L'édifice de l'Ouest, situé à gauche du premier, compte surtout des bureaux de députés tandis que celui de l'Est, qui lui fait face, forme le quartier général des sénateurs.

«Nous sommes à la première étape d'un important projet de réhabilitation de la cité parlementaire», raconte Robert Wright, directeur exécutif responsable des «grands projets de l'État» au ministère des Travaux publics.

Vaste projet en effet. Outre la bibliothèque, qui a été entièrement restaurée de 2002 à 2006 au coût de 136,3 millions de dollars (voir autre texte en page A 5), la majeure partie des travaux reste à faire. Ils se poursuivront jusqu'en 2027 environ. Au menu: beaucoup de déménagements, l'ajout de nouveaux bâtiments et même une assemblée législative itinérante!

La particularité de ce chantier de restauration patrimoniale réside dans le fait que les édifices ne doivent pas seulement faire les beaux. Ils doivent être fonctionnels pour les députés, sénateurs, conseillers politiques, journalistes et greffiers qui y travaillent, eux qui constituent une faune à la fine pointe de la technologie, accro aux gadgets sans fil, à l'interprétation simultanée et aux retransmissions en circuit fermé.

L'édifice de l'Ouest, bâti en 1865, a déjà commencé en partie sa cure de jouvence. Sa tour sud-est est enveloppée d'un cocon de plastique blanc depuis un an et demi déjà. À l'intérieur, la température et l'humidité sont contrôlées, hiver comme été. Le confort de la douzaine de maçons qui y travaillent n'y est pour rien. C'est qu'une des opérations importantes consiste à remplacer en totalité le mortier scellant chacune des pierres de l'édifice. Le nouveau doit figer dans des conditions optimales pour assurer sa durabilité.

## Travail de moine

Une petite visite guidée du chantier vertical permet de constater de visu la patience requise pour compléter les travaux. Les maçons déchaussent manuellement chaque pierre et remplacent celles qui sont endommagées par d'autres identiques qu'ils taillent sur mesure, non sans les avoir au préalable numérotées afin de pouvoir reconstruire à l'identique l'immense cassette. Chaque pierre est nettoyée de son excédent de suie. Des masques extractifs sont appliqués sur les gargouilles souillées d'un siècle de saletés.

Le toit de cuivre de la tour est remplacé. Là encore, les feuilles de métal rosé sont taillées et martelées à la main. Seulement pour cette petite tour, 1200 livres de



TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

## Un ouvrier à l'œuvre

cuir ont été nécessaires.

Les travaux extérieurs de la tour sud-est servent en quelque sorte de projet-pilote pour le reste de l'édifice de l'Ouest et du complexe parlementaire en général, explique M. Wright. Cinq cents senseurs sismiques sont insérés dans la structure avant que celle-ci ne soit totalement refermée. Avec ces données, le ministère des Travaux publics espère prévoir la réaction des édifices patrimoniaux à d'éventuels tremblements de terre et adapter les travaux de restauration en conséquence.

## Une Chambre des communes itinérante

Une fois les travaux sur la tour sud-est terminés, un effet domino monstre s'enclenche. L'édifice de l'Ouest et son frère presque jumeau d'en face, construit deux ans plus tard, seront complètement évacués pour effectuer les travaux intérieurs. Leurs occupants seront relocalisés dans les édifices longeant la rue Wellington, eux-mêmes vidés au préalable. «Une

grande partie de la planification a consisté à trouver de l'espace dans la ville», raconte M. Wright. C'est la première fois que notre stratégie de déménagement est vraiment claire. On a démenagé 1300 employés parlementaires et créé plus d'un million de pieds carrés.»

Le «budget préliminaire» pour les travaux sur ces deux entités est de 821 millions de dollars, affirme M. Wright, incluant le coût des accommodations temporaires. «C'est plus que difficile, c'est impossible d'évaluer combien ça va coûter.» On doit désamianter les murs, changer les fenêtres, remplacer les toits de cuivre, moderniser les systèmes électriques et effectuer des rénovations générales. De plus, une annexe sera construite dans chacune des cours intérieures de ces deux édifices. Éventuellement, elles fourniront plus de pieds carrés pour l'activité parlementaire générale, de l'espace si recherché sur cette colline en éternelle expansion. Mais avant d'en arriver là, elles seront appelées à de plus nobles

tâches encore: servir de gîte à nos parlementaires en action.

Car lorsque les travaux des édifices de l'Est et de l'Ouest seront complétés, en 2020 espère-t-on à Travaux publics, l'édifice du Centre sera à son tour évacué. En totalité. La Chambre des communes comme le Sénat seront alors déplacés pour faire place aux ouvriers. L'enceinte des députés sera transférée dans l'annexe de l'édifice de l'Ouest tandis que la Chambre rouge créchera dans celle de l'édifice de l'Est. Et ce, pendant cinq à sept ans. Comment s'effectueront les très protocolaires parades qui ponctuent la vie parlementaire, notamment celle du huissier au bâton noir du Sénat venant cogner à la chambre du peuple pour l'inviter à assister à la sanction royale? Devra-t-il revêtir un paletot sur ses vêtements d'apparat et fourrer son bicorne noir pour traverser l'immense terrain qui séparera les deux chambres? «Nous n'en sommes pas encore à ce niveau de détails dans la préparation», concède la porte-parole à la Chambre des communes, Colette Déry.

Le ministère des Travaux publics estime que les travaux à l'édifice du Centre s'étaleront de 2020 à 2027. La période est moins longue compte tenu du fait qu'une partie avait déjà été effectuée dans le passé (la tour de la Paix, qui trône devant, a déjà été restaurée) et parce que l'édifice du Centre est moins vieux. Ravagé en entier par un incendie en 1916, il a été rebâti en 1920. Il faudra quand même refaire les systèmes de ventilation, de climatisation et de chauffage. Le coût de la dernière phase n'est pas encore connu, mais par simple extrapolation, on conclut que la facture finale, incluant celle de la bibliothèque, s'élèvera bien au-delà du milliard de dollars.

«Nous avons des plans quin-

quennaux et, pour chaque projet, nous allons au Conseil du trésor avec notre «business case» pour obtenir les approbations», explique M. Wright. N'est-il pas difficile d'obtenir des sommes aussi importantes? «On doit démontrer au gouvernement que nous faisons de bonnes choses. Nous avons des édifices de renommée mondiale. Les spécialistes pensent qu'il s'agit d'un des meilleurs exemples de la renaissance néogothique du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans la catégorie des édifices parlementaires, il s'agit d'un des trois seuls exemples au monde affichant ce style architectural avec Budapest, en Hongrie, et Londres.» Sans compter, ajoute M. Wright, que les édifices du parlement constituent une attraction touristique majeure. «Ce sont les édifices les plus connus au Canada!»

C'est en 2001 que Travaux publics a accouché de son plan de restauration de longue haleine. A-t-on attendu trop longtemps? La vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, a justement entamé une vérification sur la préservation du patrimoine parlementaire après avoir entendu que des pans de mur entiers menaçaient de s'effondrer advenant un tremblement de terre. «Nous pensons faire rapport au Parlement au printemps 2010», affirme sa porte-parole, Sophie Nadeau.

Sheila Fraser vient tout juste de publier un rapport déplorant le retard pris dans la restauration des édifices patrimoniaux parsemés dans la ville d'Ottawa, allant de Rideau Hall (la résidence de la gouverneure générale) au 24, promenade Sussex (la demeure du premier ministre). Dans ce dernier cas, Stephen Harper a refusé de déménager sa famille. Les députés et les sénateurs, eux, n'auront pas le privilège de refuser.

Le Devoir

## LE MONDE

## Décès du sénateur américain Jesse Helms

Washington — L'ancien sénateur républicain Jesse Helms, une des figures du conservatisme américain durant plusieurs décennies, est décédé hier à l'âge de 86 ans, a annoncé sa fondation.

L'ancien parlementaire s'est éteint tôt hier à Raleigh, en Caroline du Nord, son Etat d'origine, a précisé dans un communiqué John Dodd, le président du Jesse Helms Center Foundation.

Né le 18 octobre 1921, Jesse Helms a été élu cinq fois consécutives au Sénat, où il a siégé de 1973 à 2003. La Maison-Blanche a salué «un grand serviteur de l'Etat et un vrai patriote».

Réputé pour son conservatisme acharné, il avait lancé sa carrière politique comme démocrate avant de rallier les républicains au début des années 70.

Il est le coauteur de la célèbre loi Helms-Burton votée en 1996 qui a renforcé et prolongé l'embargo des États-Unis contre Cuba.

Ce texte, très controversé sur la scène internationale, étendait notamment l'application de cet embargo aux sociétés non américaines faisant du commerce avec Cuba et pénalisait celles soupçonnées de «recel» de biens ayant appartenu à des ressortissants amé-

ricains ayant été expropriés par Cuba après la révolution castriste.

La loi s'appliquait aussi à des possessions de Cubains exilés et devenus citoyens américains.

Dans les années 80, le sénateur fut un pilier républicain du Congrès quand l'administration de Ronald Reagan était au pouvoir, prenant notamment la défense des industries traditionnelles du textile et du tabac du Sud.

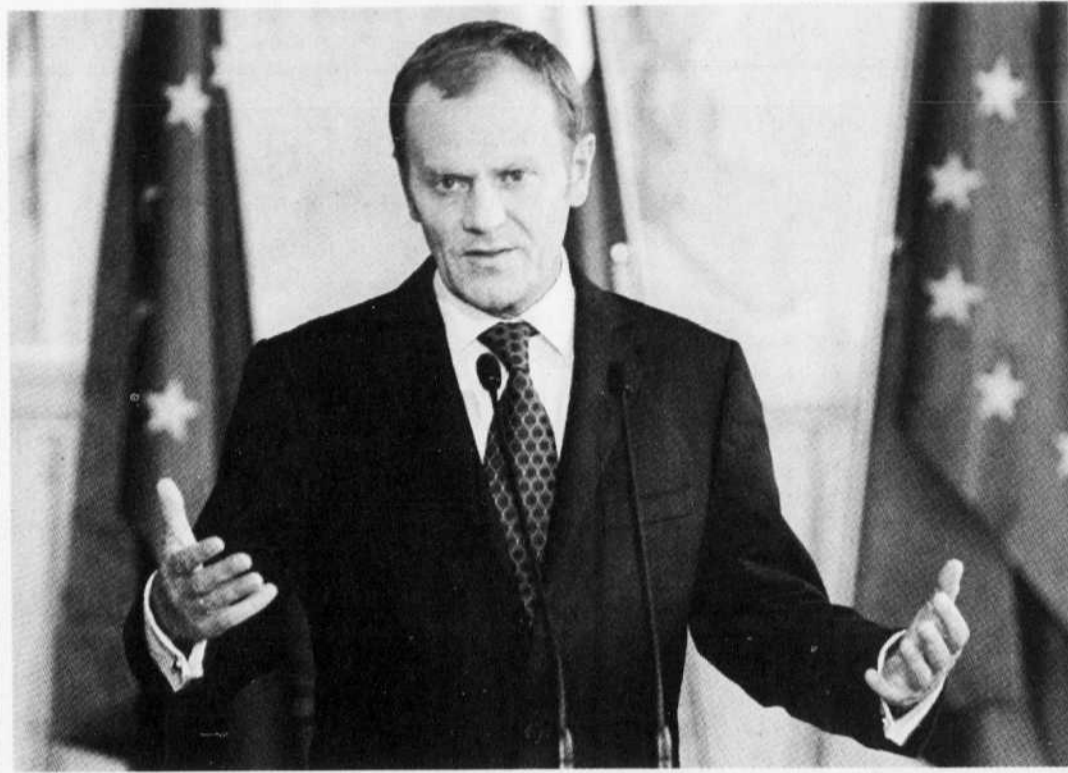
Ancien président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, il a fait preuve d'une exigence sans pareille pour réformer les Nations unies en bloquant les paiements américains à l'organisation internationale.

Nostalgique du temps de la ségrégation raciale, il s'opposa au Sénat à une déclaration pour honorer la mémoire du pasteur noir assassiné Martin Luther King, faisant du jour de sa naissance un jour férié national.

En 2003, il avait démissionné de toutes ses fonctions politiques.

Jesse Helms était né en 1921 à Monroe, en Caroline du Nord, où son père était chef de la police. Il avait trois enfants et sept petits-enfants.

Agence France-Presse



Conférence de presse du premier ministre polonais Donald Tusk hier à Varsovie

Bouclier antimissile

## La Pologne fait monter les enchères

STANISLAW WASZAK

Varsovie — Le premier ministre polonais Donald Tusk a décidé de rester intransigent face aux États-Unis, au risque de compromettre le projet d'implantation en Pologne d'éléments de l'ambitieux bouclier antimissile américain.

Jugeant «insuffisantes» les réponses américaines à ses préoccupations sur les menaces pour la sécurité de son pays qu'engendrerait ce bouclier, M. Tusk a réclamé hier en contrepartie de son feu vert la présence permanente en Pologne de systèmes de défense antiaérienne de type Patriot.

«L'installation du bouclier crée de nouvelles menaces et si le bouclier ne peut pas répondre à toutes ces menaces, nous avons besoin d'autres éléments techniques, comme par exemple des missiles Patriot sur le sol polonais», a-t-il expliqué, défendant ses revendications comme étant réalistes et bien fondées.

«Nous n'attendons pas de moyens financiers extraordinaires, nous ne discutons pas de grandes sommes d'argent, mais il nous faut des solutions claires, à savoir une présence permanente des armements qui garantissent la sécurité de la Pologne», a déclaré M. Tusk.

«Les négociations continuent, a-t-il assuré, nous sommes prêts à coopérer, mais nous attendons une réponse de la partie américaine.»

«Nous pouvons donner notre accord à tout instant, demain, dans une semaine, dans un mois, à condition d'avoir des garanties réelles pour notre sécurité», a insisté le premier ministre, qui a eu un dernier entretien téléphonique jeudi soir avec le vice-président américain, Dick Cheney.

«Tusk lui-même n'est pas un enthousiaste du bouclier, mais il ne veut pas être tenu responsable de l'échec des négociations et il renvoie la balle dans le camp américain. Il sait que l'opinion polonaise y est

majoritairement opposée, à en croire les sondages. Il a tout intérêt à ne pas être pressé», a estimé le politologue Jacek Kucharczyk, interrogé par l'AFP.

Selon lui, «on ne peut pas exclure maintenant une suspension temporaire des pourparlers par les Américains».

Mais selon un autre expert, Wojciech Luczak, «les Américains aimeraient accélérer la conclusion d'un accord, parce que les républicains sont sous la pression des groupes de pression industriels», qui craignent qu'une victoire des démocrates de Barack Obama aux élections de novembre ne remette en cause le projet.

La décision de M. Tusk est un nouveau point de discorde avec le président Lech Kaczyński, partisan pratiquement inconditionnel du bouclier, qui a multiplié les pressions sur le gouvernement libéral.

Agence France-Presse

## Regain de tension en Ossétie du Sud

NINA AKHMETELI

Tbilissi — L'Ossétie du Sud, territoire séparatiste géorgien, a été le théâtre de violences hier ayant causé la mort de deux personnes, selon le bilan ossète, Moscou dénonçant «un acte d'agression» de la part de la Géorgie et l'Union européenne appelant à la retenue.

Dans la matinée, Irina Gagloïeva, porte-parole du gouvernement ossète, a affirmé que les forces géorgiennes avaient déclenché dans la nuit de jeudi à hier une vaste attaque venant de trois directions contre l'Ossétie du Sud, faisant usage de mortiers, de lance-grenades et d'armes légères.

Les troupes géorgiennes «ont simplement ouvert le feu en réplique» à des tirs de rebelles ossètes sur des villages géorgiens, a réagi le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Chota Outiachvili, interrogé à Tbilissi.

Deux personnes ont été tuées et dix blessées, selon le bilan des autorités ossètes, qui ont annoncé dans la matinée «la mobilisation générale».

Dans la journée, le gouvernement ossète a affirmé que la situation était revenue à la normale, sous-entendant que la mobilisation générale n'était plus à l'ordre du jour.

La Russie a, quant à elle, accusé la Géorgie de s'être livrée à un «acte d'agression délibéré», dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Auparavant, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a déplacé au Turkménistan, a exhorté Tbilissi à «signer un document juridiquement contraignant, qui garantirait le non-usage de la force dans les zones des conflits». La présidence française de l'UE a appelé hier «toutes les parties à la retenue».

Les autorités locales considèrent que Tbilissi se prépare à reprendre le contrôle de cette zone montagneuse du nord de la Géorgie, véritable patchwork de localités ossètes et géorgiennes, qui a proclamé unilatéralement son indépendance au début des années 1990, après la disparition de l'URSS, tout comme l'Abkhazie.

La situation s'était fortement détériorée jeudi quand un responsable de la police d'Ossétie du Sud avait été tué dans un attentat à la bombe.

Tbilissi, qui a nié toute implication, avait, pour sa part, affirmé que les forces de sécurité ossètes avaient tenté d'assassiner un responsable pro-géorgien dans la région indépendantiste.

La tension monte dans les deux régions rebelles depuis la décision de la Russie, en avril, de renforcer ses liens avec elles.

Agence France-Presse

Ingrid Betancourt  
Ségolène Royal minimise le rôle de Sarkozy

Paris — La socialiste Ségolène Royal a scandalisé la classe politique française, y compris son propre camp, en déclarant que le président Nicolas Sarkozy «n'était pour rien» dans la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt.

La candidate déclarée au poste de premier secrétaire du Parti socialiste, qui se pose en principale opposante au chef de l'Etat, s'est démarquée jeudi du climat d'union nationale autour de la libération de Mme Betancourt.

«Nicolas Sarkozy n'a été absolument pour rien dans cette libération», a assuré l'ancienne candidate à la présidentielle, depuis Québec où elle assistait au 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville.

Pour elle, la libération est due à «une opération colombienne rondement menée». Les négociations avec la guérilla des FARC étaient «inutiles» et n'ont «débouché sur rien», selon Mme Royal.

Premier à réagir, le premier ministre François Fillon, également présent à Québec, a rétorqué que Mme Royal «manquait de dignité» et a estimé que la socialiste se comportait comme «une petite fille dans une cour de récréation».

Hier, le porte-parole du parti de droite au pouvoir (UMP), Frédéric Lefebvre, a jugé «pitoyable» de «stenter de rompre l'unité nationale» autour de la libération de Mme Betancourt.

EN BREF

## L'Iran a répondu à l'offre des «Six»

Bruxelles — Trois semaines après avoir fait une nouvelle offre de coopération aux Iraniens pour débloquent le dossier nucléaire, le diplomate en chef de l'UE, Javier Solana, a reçu hier soir leur réponse, dont Téhéran a assuré qu'elle était «constructive et créative».

La porte-parole de M. Solana, Cristina Galach, n'a rien dit sur sa teneur, qui va maintenant devoir être «étudiée et analysée» en collaboration avec les six puissances participant aux discussions sur ce dossier: États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne. Dans leur offre — une version légèrement remaniée d'une première offre faite en juin 2006 —, les six puissances «reconnaissent le droit de l'Iran à développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques» et proposent notamment de garantir son approvisionnement en combustible nucléaire. — AFP

## Mugabe pose ses conditions

Harare — Le président zimbabwéen Robert Mugabe a posé hier comme préalable à toute négociation la reconnaissance de sa réélection à la tête de l'Etat, mais s'est heurté à une fin de non-recevoir de l'opposition. «Je suis le président de la République du Zimbabwe et c'est la réalité. Ceux qui veulent le dialogue doivent l'accepter», a lancé Robert Mugabe en rentrant d'Égypte où il a assisté en début de semaine à un sommet de l'Union africaine. Si l'opposition est «d'accord» avec ce préalable, «alors nous pourrions engager un dialogue et écouter leurs idées», a-t-il ajouté devant 3000 à 4000 partisans venus l'attendre à l'aéroport de Harare. «C'est une condition préalable irréaliste et nous n'allons pas l'accepter», a réagi Nelson Chamisa, porte-parole du principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique. — AFP

## Militaires sanctionnés

Paris — Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a suspendu hier cinq officiers et dissous deux unités d'élite — une mesure très rare — après une bavure dans une caserne qui avait entraîné la colère du président Nicolas Sarkozy et la démission du chef de l'armée de terre. Les officiers sont membres du 3<sup>e</sup> RPIM, le régiment de parachutistes d'infanterie de marine impliqué dans le drame de Carcassonne, dimanche dernier, selon un communiqué du ministère. Dix-sept personnes, dont quinze civils et plusieurs enfants, ont été blessées lors d'une démonstration lorsqu'un sergent a substitué des balles réelles aux balles à blanc prévues. — AFP



YURI GRIPAS REUTERS

La fête nationale sur Constitution Avenue à Washington

## Obama et McCain exaltent le patriotisme

Washington — Le candidat démocrate à la Maison-Blanche Barack Obama et son rival républicain John McCain ont célébré la Fête nationale américaine, hier, en participant aux traditionnels barbeques et défilés tout en faisant l'éloge du patriotisme.

«Le patriotisme est plus profond que ses expressions symboliques, que les sentiments liés à un lieu et à une parenté qui nous poussent à mettre la main sur le cœur lors de l'hymne national», écrit John McCain dans le magazine Parade, qui publie également une tribune du sénateur Obama.

Le patriotisme «c'est faire que les intérêts du pays priment sur ceux

des partis ou des ambitions personnelles», poursuit le sénateur McCain.

Barack Obama, qui a assisté à un défilé avec sa femme Michelle et ses deux filles, dans l'Etat du Montana, estime dans Parade que le patriotisme est «une affaire de tripes».

«Ce n'est pas seulement des récitations du serment d'allégeance, la fête de Thanksgiving à l'école et les feux d'artifice du 4 juillet, mais comment l'idéal américain a fait son chemin à travers les leçons que ma famille m'a enseignées», écrit le sénateur de l'Illinois.

Agence France-Presse

LES NOUVELLES COLLECTIONS  
PRINTEMPS / ÉTÉ 2008  
SONT ARRIVÉES!

SHIRT PASSION  
CONVERSE  
RAMOSPORT  
KALI ORÉA  
NORMA KAMALI  
TOMBOLINI  
QUI  
BANDOLERA  
VERTIGO  
YUKA

THIERRY MUGLER  
REPORTER  
NAVIGARE  
TORRAS  
TARENTINO  
TOMBOLINI  
CANTARELLI SARTORIA  
FABIO INGHIRAMI  
ETC.

doice  
doice  
BANA UOMO

277, av. Laurier O.  
514-270-6154

Centre de  
Commerce Mondial  
413, St-Jacques O.  
514-844-9125

Centre de  
Commerce Mondial  
383, St-Jacques O.  
514-281-7999

5107, av. du Parc  
(angle Laurier)  
514-277-7558

# LE MONDE

## Interrogations sur l'opération de sauvetage d'Ingrid Betancourt

Le récit de la libération des otages est digne des meilleurs scénarios hollywoodiens. Le président colombien, Alvaro Uribe, a même évoqué une «*épopée épique*». L'euphorie retombée, des zones d'ombre subsistent quant à la version officielle donnée par l'armée colombienne du déroulement de l'opération. Les doutes portent notamment sur l'éventuel versement d'argent aux guérilleros.

La Radio suisse romande affirme que les deux geôliers capturés mercredi par l'armée colombienne, Gerardo Antonio Aguilar, alias «*Cesar*», et Alexander Farfan, alias «*Enrique Gafas*», auraient touché 20 millions de dollars pour leur défection et leur coopération. Citant «*une source proche des événements, fiable et éprouvée à maintes reprises ces dernières années*», la radio publique suisse affirme que les États-Unis sont «*à l'origine de la transaction*».

C'est l'épouse de Cesar, capturée en février par l'armée colombienne, qui aurait servi d'intermédiaire pour la transaction après sa libération et obtenu de son mari qu'il change de camp. Outre le versement d'argent, les ex-geôliers auraient obtenu l'impunité et l'assurance de pouvoir s'installer à l'étranger, dans l'un des trois pays «*amis*» de la Colombie: la Suisse, l'Espagne ou la France. La «*mise en scène*» de l'opération «*Jaque*» aurait donc permis au président Uribe, selon la radio suisse, «*de s'en tenir à sa ligne qui exclut toute négociation avec les rebelles tant que les otages ne sont pas libérés*». Bogotá n'a pas réagi à ces allégations.

«*Ceci n'est pas un sauvetage. C'est une opération de remise d'otages pour laquelle une rançon a été versée*», affirme également la sénatrice colombienne Piedad Cordoba, ancienne médiatrice entre la guérilla et le président Hugo Chávez. Interrogée par le quotidien argentin *Clarín*, la sénatrice indique ne pas avoir de preuves tangibles au sujet du paiement d'une rançon, mais dit se baser sur les déclarations des autorités colombiennes. Après l'annonce de la mort



Alexander Farfan, alias «*Enrique Gafas*», aurait touché des millions pour trahir les FARC.

de l'ancien numéro un des FARC, Manuel Marulanda, Alvaro Uribe avait lui-même déclaré qu'un responsable de la guérilla avait contacté les services de renseignement colombiens pour négocier la remise en liberté d'Ingrid Betancourt, à condition de ne pas être extradé.

Les médias colombiens assurent pourtant que Cesar et Gafas répondront devant la justice colombienne de leurs crimes. Ils sont notamment accusés de «*rébellion*» et «*narco-trafic*». Citant le chef de l'armée colombienne, l'hebdomadaire *El Tiempo* assure que les deux hommes font déjà l'objet d'une demande d'extradition des États-Unis.

Le succès de l'opération Jaque a soulevé des interrogations sur une éventuelle aide de l'armée américaine. Selon le *New York Times*, l'opération de sauvetage était «*exclusive-ment colombienne*», mais a mis en

valoir l'efficacité d'une armée qui a reçu 5,4 milliards de dollars d'aide des États-Unis depuis 2000, dans le cadre du plan Colombie. Hormis le soutien financier, le gouvernement américain a apporté un appui technologique, fournissant notamment des hélicoptères et du matériel de surveillance qui a permis à l'armée colombienne de localiser très précisément les otages.

### Calendrier parfait

Une autre question soulevée par le *New York Times* est le calendrier parfait des libérations des 15 otages pour le candidat républicain à la Maison-Blanche. En effet, coïncidence, John McCain se trouvait en Amérique latine le jour de la libération; il a affirmé avoir été informé par le président Uribe dès mardi soir de l'opération. Coïncidence ou pas, la libération des trois ressortis-

sants américains vient à point nommé dans la campagne électorale du républicain.

La discrétion qui entoure la libération des trois Américains contraste par ailleurs avec la médiatisation des retrouvailles d'Ingrid Betancourt avec sa famille. Marc Gonzales, Thomas Howes et Keith Stansell sont retournés directement aux États-Unis après leur libération, sans s'arrêter à Bogotá mercredi soir. Ils se trouvent depuis dans un centre médical militaire à San Antonio, au Texas, où ils ont retrouvé leurs proches mais n'ont fait aucune apparition ni déclaration publiques. Les trois hommes — des agents du FBI — étaient chargés par le Pentagone d'une mission antidrogue lorsqu'ils avaient été capturés par les FARC en 2003.

Le Monde

## L'ex-otage est reçue en héroïne à Paris

Paris — Ingrid Betancourt, libérée mercredi après plus de six ans de captivité en Colombie, est arrivée hier avec ses enfants en France, où elle a été accueillie en héroïne par le président Nicolas Sarkozy, qui lui a fait part du bonheur de tout un pays de la revoir libre.

«*Je rêve depuis sept ans de vivre ce moment. C'est un moment très, très émouvant pour moi: respirer l'air de la France, être avec vous*», a déclaré Ingrid Betancourt, très émue, dans sa première déclaration sur le sol français.

Souriante, vêtue d'un tailleur pantalon bleu marine, elle a été la première à sortir de l'Airbus présidentiel arrivé sur l'aéroport militaire de Villacoublay, près de Paris, en provenance de Bogotá.

En bas de la passerelle, elle a donné l'accolade à Nicolas Sarkozy et embrassé son épouse, Carla Bruni, avant d'échanger quelques paroles avec eux.

«*C'est toute la France qui est heureuse que vous soyez là et c'est toute la France qui est impressionnée par la façon dont vous êtes revenue, avec ce sourire, cette force*», a déclaré M. Sarkozy sur le tarmac.

Ingrid Betancourt a pris Nicolas Sarkozy par la main et lui a rendu hommage. «*Je regarde cet homme extraordinaire qui a tant lutté pour moi et je regarde aussi à travers lui toute la France*», a-t-elle assuré, en remerciant aussi «*Dieu et le ciel*».

«*J'ai beaucoup pleuré de douleur et d'indignation. Aujourd'hui je pleure de joie*», a-t-elle encore dit, des sanglots dans la voix, sous les applaudissements.

Mme Betancourt est arrivée à Paris avec ses enfants, Mélanie, 22 ans, et Lorenzo, 19 ans, son ex-mari Fabrice Delloye, ainsi que sa sœur Astrid, qui étaient allés la chercher en Colombie avec le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

Pendant une réception à l'ambiance festive au palais de l'Élysée, à laquelle étaient conviés ses nombreux comités de soutien, M. Sarko-



CHARLES PLATIAU REUTERS

Avec Nicolas Sarkozy à l'Élysée

zy a promis de continuer le «*combat*» pour les otages toujours aux mains des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

«*J'ai besoin de compter sur notre président Sarkozy pour qu'il aille en Colombie à nouveau*», a déclaré Mme Betancourt.

Aujourd'hui, Ingrid Betancourt, âgée de 46 ans, doit subir de longs examens médicaux à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, pour prendre la mesure des conséquences physiques de ses six ans et quatre mois de détention dans la jungle colombienne aux mains des FARC.

Depuis sa libération, elle est apparue rayonnante, alors qu'elle a expliqué avoir été gravement malade pendant sa détention.

«*J'ai eu des chaînes tout le temps, 24 heures sur 24, pendant trois ans*», a-t-elle raconté. Elle a également indiqué avoir été souvent victime de «*sérvices*», ajoutant que sa «*spiritualité*» l'avait sauvée.

«*Je n'ai pas de fardeau du passé à porter, ce qui m'a fait du mal dans la jungle reste dans la jungle*», a-t-elle dit sur la chaîne de télévision TF1.

Ingrid Betancourt, que l'on a vue plusieurs fois en train de prier après sa libération, a affirmé qu'elle allait rencontrer le pape Benoît XVI la semaine prochaine.

Agence France-Presse


Aujourd'hui seulement  
UNE BOUTEILLE  
GRATUITE  
par tranche d'achat de 50\$



VALEUR DE  
15,25\$  
FORMAT 375 ML

PRENEZ GOÛT  
À NOS CONSEILS



18+ La modération a bien meilleur goût. 

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac, SAQ Dépôt et SAQ.COM exclus. Une bouteille d'Amaretto Disaronno de 375 ml (00031964), d'une valeur de 15,25\$, est remise pour chaque tranche d'achat de 50\$, après toute autre réduction. Aucune substitution possible. Cette promotion ne peut être convertie en crédit. Quantité limitée à 108 156 bouteilles pour tout le réseau. Cette promotion s'applique aux achats effectués en succursale le samedi 5 juillet 2008 seulement. Les cartes-cadeaux, les cartes de dégustation, les bons-cadeaux «*Les Connaisseurs*» et les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. 18 ans et plus. Achats non cumulatifs. La promotion est en vigueur jusqu'à la fermeture de la succursale ou jusqu'à l'épuisement des stocks, selon la première éventualité.

## ACTUALITÉS

## FILLON

Les deux premiers ministres ont défendu leur projet de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles qui devrait être signé lors de la visite de Nicolas Sarkozy au Québec en octobre prochain

SUIITE DE LA PAGE 1

les relations France-Québec, celle d'une «relation profondément fraternelle».

Le premier ministre Jean Charest a pris la défense de son homologue en affirmant qu'il aurait été impensable de ne pas parler du général de Gaulle lors des célébrations du 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Québec et que c'était même là un signe de maturité. «On ne peut pas ne pas parler du général de Gaulle», a dit Jean Charest. «Il faut se décoincer dans la relation [France-Québec]. Il faut se donner un peu d'espace quand même. On peut parler du général de Gaulle sans tomber dans des traumatismes» et «dans un débat sur la souveraineté», a fait valoir le premier ministre québécois. Le général de Gaulle, «ce n'est pas uniquement le "Vive le Québec libre!" au balcon de l'hôtel de ville de Montréal. C'est l'établissement de liens diplomatiques directs et privilégiés entre le Québec et la France».

Certains se sont aussi étonnés de la propension de M. Fillon à employer le mot «pays» pour désigner le Québec. Encore hier, il louait le projet d'entente-cadre pour «la reconnaissance des qualifications entre les deux pays». Jeudi, il avait utilisé le même vocable à quelques reprises. «J'aurais dû dire: entre deux nations. Vous savez, le mot "pays" est un mot qui a plusieurs sens», a expliqué le premier ministre tout en signalant qu'il était aussi le président du pays de la vallée de la Sarthe. «Chez moi, un pays, c'est un endroit où il y a des paysans.»

## Qualifications professionnelles

À l'occasion de cette 15<sup>e</sup> rencontre alternée des premiers ministres français et québécois, Jean Charest et François Fillon ont signé un relevé des décisions. À Québec dans la matinée et à Montréal dans l'après-midi, les deux hommes ont défendu leur projet de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles qui devrait être signé lors de la visite de Nicolas Sarkozy au Québec en octobre prochain. Le premier ministre français a d'ailleurs souligné la grande insistance de son homologue québécois à faire avancer ce dossier dont «il est un acteur au quotidien». Jean Charest se serait même invité hier matin dans une rencontre d'experts à laquelle il n'était pas convié, a dit François Fillon en riant.

Les discussions sur ce projet progressent bien, selon le négociateur québécois, Gil Rémillard. Les parties se sont entendues pour mettre de côté la reconnaissance des diplômes et s'attarder plutôt à la reconnaissance des qualifications réelles en milieu de travail. Les professionnels n'auraient plus à retourner sur les bancs d'école pour obtenir une équivalence. Des stages en milieu de travail leur seraient plutôt offerts, selon nos informations. Le projet vise les médecins, les ingénieurs, les architectes, mais aussi les métiers de la construction, a indiqué M. Charest. «Votre fameux plombier polonais, nous, on le veut», a-t-il lancé à la blague. Le premier ministre Fillon a qualifié cet accord de très «ambitieux puisqu'il permettra à des professionnels de la France et du Québec de travailler les uns chez les autres en toute liberté».

Les deux premiers ministres ont également annoncé la création du Conseil franco-québécois de coopération universitaire (CFQCU), qui remplace le défunt Centre de coopération inter-universitaire franco-québécois (CCIFQ), vieux de 25 ans. Québec souhaitait créer un nouvel organisme moins coûteux et qui n'aurait donc pas de bureau à Paris.

La France et le Québec sont en «communauté parfaite» en matière d'environnement et de réchauffement climatique, a souligné M. Fillon. La France souhaite amener l'Europe à se fixer des objectifs très ambitieux pour ensuite «faire pression sur l'ensemble des régions du monde, en particulier en Amérique du Nord, pour que cette question de réchauffement climatique soit une priorité absolue».

Les premiers ministres ont été peu loquaces sur l'éventualité que le Canada et l'Union européenne s'engagent dans les négociations d'un traité de libre-échange lors du sommet Canada-Union européenne, qui se tiendra à Québec en octobre prochain. La question a simplement été mentionnée dans le communiqué diffusé par le premier ministre québécois à l'issue de la rencontre de travail. Les deux premiers ministres ont par ailleurs affirmé que le Québec était pour la France la porte d'entrée de l'Amérique du Nord. Ce qu'était aussi la France pour le Québec en Europe.

## Royal et Juppé

Les nombreux responsables politiques français qui accompagnent François Fillon sont partout ces jours-ci au Québec. L'ancienne candidate socialiste à la présidence, Ségolène Royal, a profité d'une entrevue à Radio-Canada pour fustiger «l'improvisation» de Nicolas Sarkozy à l'égard du Québec. Ses hésitations du président, qui avait présenté les relations de la France avec Québec et Ottawa sur un pied d'égalité avant de revenir sur ses propos, ne l'étonnent pas. «Il y a tellement d'improvisation en politique étrangère, dit-elle. Un jour, il dit une chose et le lendemain, son contraire.» La présidente du Poitou-Charentes a invité son ancien adversaire à «tourner sa langue sept fois dans sa bouche».

Quant à l'ancien premier ministre Alain Juppé, converti à l'écologie lors d'un récent séjour au Québec, il a entrepris de rallier Québec à Montréal à bicyclette par le chemin du Roy. Celui qu'avait emprunté le général de Gaulle lors de sa célèbre visite en 1967.

Le Devoir



BOGDAN CRISTEL REUTERS

Le favori du Tour 2008, Cadel Evans, se prépare pour un entraînement tenu hier matin à Brest, la ville de départ de la course. Coureur complet, Evans a aussi la particularité de n'avoir jamais été soupçonné de quoi que ce soit de louche. Un fait rare dans le peloton.

## DÉPART

SUIITE DE LA PAGE 1

aussi, du moins en 1999 (révélations de L'Équipe, en août 2005).

Son successeur, Floyd Landis (2006), s'est quant à lui fait prendre avec un taux exubérant de testostérone. Et le champion en titre, Alberto Contador, ne peut pas prendre le départ cette année: sa nouvelle équipe, Astana, a été interdite de course à cause de son lourd passé en matière de dopage.

C'est la deuxième fois en trois ans que Contador ne peut entamer le Tour, puisque son nom avait été mentionné dans l'affaire Puerto. En bref: le jaune est un maillot souillé.

## On continue

Cela dit, le Tour reprend la route de la France ce matin... malgré tout, et pour tout. Les commanditaires — dont on disait l'an dernier qu'ils en avaient ras le bol — sont encore présents. Quelques-uns sont partis, d'autres sont arrivés. Les deux chaînes de télévision allemandes qui avaient décidé de boycotter le Tour 2007 sont elles aussi revenues. Tout continue comme avant, et on refait les mêmes promesses.

Ainsi, le patron du Tour, Christian Prudhomme, indiquait hier à l'Associated Press qu'«il y a un vrai changement de mentalité chez les équipes, les coureurs, pour que le cyclisme retrouve sa crédibilité. [...] Sans aucun doute, c'est une année importante pour l'image du cyclisme».

Peut-on s'attendre pour autant à un Tour tranquille? Le journaliste français François Thomazeau ne

sait plus quoi répondre à cette question qui revient chaque année depuis qu'a éclaté l'affaire Festina, en 1998. «Cette course nous en fait voir de toutes les couleurs depuis si longtemps», dit celui qui entame sa 19<sup>e</sup> couverture du Tour aujourd'hui.

«Chaque fois qu'on pense avoir atteint le fond, il se passe quelque chose de rocambolesque. Ça m'étonnerait donc qu'il ne se passe rien, mais quoi?» Chose certaine, pas un gros scandale, estime-t-il. «Personne n'y a intérêt.»

François Thomazeau sait toutefois que plusieurs enquêtes hors Tour aboutissent justement durant la Grande Boucle, «là où tout est amplifié». Alors, on verra certainement des petites histoires prendre de l'ampleur», anticipe le journaliste.

Mais rien pour forcer les cyclistes à mettre pied à terre. «C'est impossible que ça arrive, dit Louis

«Chaque fois qu'on pense avoir atteint le fond, il se passe quelque chose de rocambolesque»

Bertrand. Le Tour est trop gros, trop important financièrement et sportivement.»

Et trop beau, aussi, avec ses passages dans des cols alpestres suspendus dans le vide, ces champs de tournesols qui éclairent le parcours, ses drames et ses victoires hors normes.

«Je sais ce qui se passe dans le peloton, dit M. Bertrand. Personne n'est dupe. Mais c'est un sport qui procure tellement de frissons, de grands moments. C'est un téléroman dont on écrit un nouvel

épisode tous les jours. Parfois, c'est ennuyant pendant trois heures, et subitement la course explose. Je ne peux pas m'empêcher d'aimer ça passionnément.»

Il n'est pas le seul: sur la route du Tour, le public reste présent. «Il y a peut-être une certaine désaffection, mais ce n'est pas majeur», évalue Louis Bertrand.

## L'année d'Evans?

Ce public qui viendra voir passer la caravane du Tour aura droit à une course très ouverte cette année, croit par ailleurs M. Bertrand. Alberto Contador absent, les prétendants sont nombreux. Premier favori: Cadel Evans, qui a terminé l'an dernier à 23 petites secondes du vainqueur. Coureur complet, Evans a aussi la particularité de n'avoir jamais été soupçonné de quoi que ce soit de louche. Un fait rare dans le peloton.

Sinon, Denis Menchov, Alejandro Valverde et Carlos Sastre pourraient surprendre, dit-il. Ce

sera en tout cas un Tour qui avantagera les grimpeurs, avec moins de kilomètres en contre-la-montre et plus en montagne. Les deux premières étapes ont d'ailleurs été conçues pour éviter les arrivées trop massives.

Mais faire ici des pronostics est chose bien périlleuse: il suffit d'une mauvaise chute, d'une tendinite ou d'une crevaillon inopportune pour que les cartes s'embrouillent complètement. Et s'il faut que les gardarmes s'en mêlent en plus...

Le Devoir

## BCE

SUIITE DE LA PAGE 1

la transaction pour le 11 décembre, a toutefois annoncé qu'elle suspendait le dividende sur les actions ordinaires, un versement qui lui coûte habituellement 300 millions par trimestre.

Pour bon nombre d'investisseurs et de retraités, le généreux dividende que procuraient les actions ordinaires de BCE constituait une raison en or de s'accrocher au titre, surtout lorsque celui-ci traversait des périodes plus difficiles, comme au cours des dernières années. Les analystes ont perçu dans sa suspension une concession envers les prêteurs.

«Avec la signature de l'entente finale et l'obtention d'engagements contractuels pour le financement de la transaction, je suis heureux d'affirmer que le travail est maintenant largement accompli», a dit dans un communiqué le président sortant, Michael Sabia.

«L'attention de l'entreprise doit maintenant se tourner vers les activités de Bell et les préparatifs de sa transformation en société fermée, de sorte que le moment est opportun pour céder la place à George Cope [qui entre en poste le 11 juillet]. Nous planifions cette transition depuis quelque temps, et c'est maintenant l'heure d'aller de l'avant.»

De plus en plus confiant que la transaction s'effectuera, le marché s'est rué sur l'action de BCE si précipitamment que celle-ci a connu sa plus forte hausse en six ans. Elle a progressé de 13 % à 39,64 \$, se rapprochant de ce que Teachers offre pour chacune d'entre elles, soit 42,75 \$.

Les analystes ont estimé que l'entente va dans le bon sens, l'un d'eux, de la Financière Banque Nationale, croyant qu'elle «élimine largement le risque de financement» et que la suspension du dividende est une concession importante faite aux prêteurs.

## Dette additionnelle

En juin 2007, Teachers, Providence et Madison Dearborn ont annoncé leur intention d'acquiescer la totalité des actions de BCE et d'en faire une société à capital fermé plutôt que cotée en Bourse. Leur proposition a cependant fait sourciller certains observateurs dans la mesure où les 34 milliards qu'ils allaient emprunter finiraient par être accrochés non pas au bilan de Teachers, mais à celui de BCE.

À l'époque, BCE traînait déjà une dette d'environ 17 milliards. Certains détenteurs d'obligations ont mal digéré que l'ajout de 34 milliards à cette dette déplaie aux agences de crédit et entraîne une décade, occasionnant ainsi une perte sur leur investissement. Accusant BCE de n'avoir tenu compte que des actionnaires, ils ont porté leur grief jusqu'en Cour suprême mais ont perdu il y a deux semaines.

«Nous sommes ravis d'avoir conclu une entente avec BCE et du fait que nos banques continuent d'appuyer la transaction», a écrit Teachers dans un communiqué. «Nous prévoyons conclure la transaction d'ici le 11 décembre, et sommes impatients de collaborer avec George Cope ainsi qu'avec l'équipe de direction et le personnel talentueux de BCE afin de développer et de valoriser la solide plateforme existante.»

Le prêt dont bénéficieront les acquéreurs viendra de Cit, Deutsche Banc, Royal Bank of Scotland et Valeurs Mobilières TD.

## Indemnité augmentée

L'entente entre Teachers et BCE signée à l'été 2007 prévoyait que si Teachers se retirait de la transaction, elle devrait verser un milliard à BCE. Un des ajustements compris dans l'entente finale annoncée hier a augmenté cette indemnité de rupture à 1,2 milliard.

À l'inverse, l'entente d'origine prévoyait que BCE devrait verser 800 millions à Teachers si jamais elle se retirait de l'affaire.

La conclusion d'une entente finale permet à M. Sabia, un ancien haut fonctionnaire fédéral, de faire sa sortie, comme il le prévoyait depuis longtemps. En tant qu'actionnaire et détenteur d'options d'achat d'actions, M. Sabia devrait passer à la caisse avec un gain personnel de plus de 30 millions, ont calculé les médias lorsque la transaction a été annoncée l'an dernier.

«Michael a ramené avec succès l'entreprise à ses compétences de base, les communications, en tant que stratège pour créer une réelle valeur pour les actionnaires», a dit le président du conseil de BCE, Richard Currie. Ce dernier a aussi affirmé que M. Sabia a «affronté les défis financiers liés à Télélobe», «démantelé la société de portefeuille en cédant les actifs non essentiels» et «mené une campagne en faveur d'un nouveau cadre réglementaire pour améliorer notre capacité de livrer concurrence».

BCE a subi une transformation extrême depuis le début des années 2000. La compagnie s'est recentrée sur la communication en quittant les secteurs qui ne s'inscrivaient pas dans sa mission essentielle et a licencié des milliers d'employés dans la foulée afin de maximiser les profits.

Cette réorganisation n'a pas emballé les investisseurs. Du début 2002 au début 2007 — avant la mise en vente de BCE —, l'action n'a progressé que de 1 %.

De plus, au cours des dernières années, BCE s'est butée à la concurrence nouvelle venant des câblodistributeurs — Rogers et Vidéotron — dans le secteur de la téléphonie résidentielle. L'entreprise mise donc très lourdement sur ce qu'elle appelle les secteurs de croissance, comme la téléphonie sans fil, l'accès Internet et la télévision par satellite.

Le nouveau patron de BCE, George Cope, prend les rênes d'une entreprise aux multiples défis. «Le conseil d'administration a confiance dans la capacité de George de diriger BCE et Bell Canada pendant la période qui reste à l'entreprise comme société ouverte et par la suite», a dit M. Currie.

Au moment de se joindre à Bell en 2005, M. Cope, un vieux routier de l'industrie, dirigeait Telus depuis 2000. Il avait auparavant dirigé Clearnet pendant 13 ans avant que celle-ci ne soit avalée par Telus.

L'arrivée de M. Cope aux commandes de Bell survient alors que le gouvernement fédéral effectue une vente aux enchères pour le spectre sans fil destiné aux services évolués. Ce processus pourrait voir l'émergence de nouveaux concurrents.

Le Devoir

## EN BREF

## La CISR devra réétudier le dossier d'un déserteur américain

Toronto — La Cour fédérale du Canada ordonne à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) de réétudier le dossier d'un déserteur américain dont elle a rejeté la demande. Lors d'un jugement rendu public hier, le tribunal estime que la commission a fait erreur en refusant le statut de réfugié à Joshua Key. Le tribunal explique qu'un individu qui refuse de participer à une opération militaire «qui

abaisse, agresse et humilie systématiquement» les combattants ou les non-combattants pourrait en fait être un réfugié. Le tribunal ajoute que la CISR devrait tenter de déterminer si des déserteurs comme M. Key peuvent réellement s'attendre à être traités équitablement par le gouvernement américain. M. Key a agi comme ingénieur de combat en Irak en 2003 pendant huit mois. À ce moment, il affirme avoir participé à des — ou été témoin de — gestes sauvages commis contre des populations civiles par des soldats. Alors qu'il profitait d'un congé en novembre 2003, le père de quatre enfants originaire de l'Okla-homa a décidé qu'il ne saurait retourner en Irak et s'est réfugié au Canada. — La Presse canadienne

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
Du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390